

# LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



#### ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 21 francs; — Six mois, 11 francs; — Trois mois, 6 francs.  
Le numéro : 35 c. à Paris — 40 c. dans les gares de chemins de fer.  
Tout numéro demandé quatre semaines après son apparition sera vendu 40 c.

Le volume semestriel : 11 fr. broché. — 16 fr. relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 26 VOLUMES : 281 FRANCS.

Adresser tout ce qui concerne la partie littéraire et artistique  
à M. PAUL DALLOZ, directeur.

#### BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

9, RUE DROUOT, ou 13, QUAI VOLTAIRE

14<sup>e</sup> Année. N° 709 — 12 Nov. 1870.

#### DIRECTION ET ADMINISTRATION

13, QUAI VOLTAIRE

Toute demande d'abonnement, ou accompagnée d'un bon sur Paris ou sur la poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, sera considérée comme non avenue. — Toute réclamation, toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Adresser tout ce qui concerne les abonnements et l'administration  
à M. BOURDILLIAT, administrateur.

#### SOMMAIRE

TEXTE : Courrier de Paris, par Charles Yriarte. — *Requiem* de Chérubini à la Madeleine. — Bulletin de la guerre. — M. Thiers et M. Jules Favre. — Armistices et suspensions d'armes. — Les mémoires de la République, par Lorédan Larchey. — Matinée littéraire de la Porte-

Saint-Martin. — Une lettre de Victor Hugo. — Chronique musicale.

GRAVURES : Entrevue de M. Thiers et de M. Jules Favre. — La salle des séances du gouvernement de la défense envoyée par les partisans de la commune. — Le *Requiem* de Chérubini à la Madeleine. — Réunion des chefs de bataillon de la garde nationale au club des Mirlitons. — Le

Bourget : les Prussiens délogés d'une boulangerie. — Intérieur d'une poudrière des remparts. — La résistance de Paris. — Proclamation à l'Hôtel-de-Ville du vote plébiscitaire du 3 novembre. — La suifferie du Bourget occupée par les francs-tireurs de la presse et les amis de la France. — Vue des environs du Bourget. — Aspect du viaduc du Point-du-Jour — La quête pour les blessés au tombeau de Cavaignac.



LA GUERRE. — Entrevue de M. Thiers et de M. Jules Favre, décidant de la rupture des négociations relatives à l'armistice. — (Dessin de M. Marie.)

## COURRIER DE PARIS

On a plus entassé d'histoire en cette semaine qu'il n'en tient dans plusieurs années de tel ou tel petit peuple, notre voisin et notre ami. Quelle population mobile, flottante, irrésolue que celle de Paris ! Lutter contre la nation qui nous tient dans ses serres puissantes, avec des éléments aussi divers, aussi passionnés, est une tâche au-dessus de l'humanité ; qu'on s'appelle Trochu, Gambetta, Thiers ou Bazaine, qu'on soit avocat, rhéteur ou soldat, il n'y a pas d'Atlas pour retenir sur son dos un tel Monde qui s'écroule.

On admet en principe qu'il est difficile de défendre une ville si fortifiée qu'elle soit, quand la population civile est supérieure en nombre à la population guerrière chargée de la défendre. Laon, par exemple, placée par la nature dans une situation absolument exceptionnelle, admirablement fortifiée, construite sur un roc à pic, ayant devant soi, sur un côté, des terrains marécageux qui la protègent contre un assaut, pourvue d'une citadelle imprenable autrement que par la famine, a dû succomber parce que la population civile a contraint le général qui commandait la ville à ne pas l'exposer aux horreurs d'un siège, ce qui a neutralisé la défense et déterminé la chute.

Que dire alors de Paris, où les défenseurs effectifs représentent à peine le dixième de la population, où les passions politiques, les dissolvants intérieurs les plus criminels, la misère d'en bas, la mollesse d'en haut, les sentiments timides des femmes, les craintes des enfants, les fureurs politiques peuvent toujours peser sur les décisions des chefs ?

C'est là un fait inouï dans l'histoire, et personne, parmi les plus forts, parmi les plus éprouvés, ne peut juger sainement la question qui se dresse devant l'Europe, et nous jeter la pierre, en se servant d'une comparaison, pour nous écraser, car la situation est unique.

Il y a des villes fortifiées qui sont plus ouvertes que les villes les plus dénuées d'artillerie, ce sont celles où s'agglomère une population comme celle-ci. Qu'on y réfléchisse, nous ne demandons pas la couronne civique pour ce Paris agité, mais nous voulons pour lui le respect de l'étranger, nous demandons qu'on tienne compte des difficultés énormes de la situation de ce grand peuple enfermé dans un camp retranché et si éloigné de l'idée de guerre, parce que l'invasion est un fait qui ne se présente pas de lui-même à l'esprit de tous.

Qui sait ce que nous pourrions ici sans femmes, sans enfants, sans corruption, sans l'ivresse, sans le déshonneur, sans la faiblesse, et surtout avec l'union politique si naturelle chez une population minime, et si facile à établir dans une place d'une dimension restreinte, où chacun se connaît, s'apprécie et peut arriver à l'entente indispensable pour une énergique résistance ?

\* \*

Le fait réel, le fait irréfutable, c'est que la Prusse a cru entrer dans Paris, sinon sans coup férir, au moins après une ou deux attaques de vive force ; et plus facilement peut-être par une explosion à l'intérieur de ces haines politiques toujours faciles à déchaîner, et dont on aurait pu aider l'expansion par des moyens que tout le monde saisit et qui sont si bien dans le caractère perfide et double de l'ennemi qui nous attaque.

Pendant quarante jours, l'union politique la plus complète a régné ; il a fallu le désastre du Bourget, preuve évidente d'une nonchalance que tout le monde a déplorée, et la nouvelle de la reddition de Bazaine, notre dernière espérance, arrivant coup sur coup, le même jour, et venant détruire les dernières illusions d'un peuple toujours facile à tromper, toujours prompt à se leurrer lui-même et à éclairer d'un rayon d'espérance les plus lugubres situations.

Le Bourget est un accident très-grave, je ne le conteste point, et beaucoup plus grave parce qu'il

nous prouvait que nous n'avons rien appris que par la perte matérielle qui en résultait.

Bazaine devait succomber ; c'était une question de jours, et il est à peine croyable que ce grand général ait pu, pendant plus de deux mois, retenir deux cent mille hommes sous les murs de Metz. Et cependant comptez combien d'individus parmi cette énorme population ont accueilli cette nouvelle comme elle devait être accueillie, c'est-à-dire par une patriotique tristesse dénuée d'aucune surprise.

Au lendemain, Paris s'émeut, Paris se soulève ; les uns, ceux du faubourg de Belleville, cèdent à la voix de leurs chefs qui abusent du pouvoir qu'ils ont sur eux et les mènent à l'émeute, comme s'ils les menaient à l'ennemi ; les autres stationnent effarés, découragés, sans force, sans espoir ; il faut toute la gravité d'une situation intérieure qui vient aggraver la situation militaire pour les rappeler au sentiment du devoir et courir au secours du Gouvernement de la défense nationale séquestré par une poignée d'hommes.

Que de tristesses, que d'amertume ! Au dehors, l'ennemi, puissant, fort, impitoyable, qui chaque jour resserre autour de nous le cercle qui nous étroit ; au dedans, des passions sans nom qui s'agitent, des faibles qu'on égare, des forts qui abusent de leur influence pour entraîner la foule. Le danger partout ; partout la ruine !

\* \*

L'armistice vient luire sur tout cela, et cet armistice apporte avec lui une désespérance plus grande encore.

Nous n'avons aucune prétention à la perspicacité, et dans une nuit aussi noire, nous n'avons nullement l'arrogance de dire que nous voyons clair alors que chacun marche à tâtons. Cependant nous avons consigné notre façon de voir dans le journal des événements que nous écrivons chaque jour, afin que la province trouve au moins, quand Paris sera délivré, consignés dans un volume les événements qui se sont passés depuis deux mois.

L'armistice ne pouvait pas être accepté, je ne dis point par nous, mais par la Prusse, et je ne comprends pas comment Paris s'est laissé aller à cette illusion décevante de voir se rétablir la paix.

Comment admettre qu'un peuple armé, qui a jeté son dévolu sur deux provinces, poursuivi un but de victoire en victoire, sans jamais essayer un revers dans une campagne déjà longue, qui nous investit de toute part, formidablement armé pour nous réduire, renforcé de cent cinquante mille hommes rendus disponibles par la capitulation de Metz, va tout d'un coup renoncer à la réalisation de ses espérances ?

Comment comprendrait-on qu'on laissât les populations de l'Est, annexées de fait, se prononcer, par l'envoi de députés, contre une occupation plus que résolue en principe, effectuée déjà et destinée à devenir définitive ?

Comment enfin comprendrait-on que cette énorme opération de la convocation d'une assemblée nationale pût se faire sous la pression de l'étranger ?

Le ravitaillement lui-même est difficile ; on oublie que deux millions d'âmes sont enfermées dans cet immense Paris, et que, pour rassembler ce qui est nécessaire à cette population pendant vingt-cinq jours, il faut des traités difficiles, des démarches sans nombre effectuées dans un pays pressuré par les réquisitions. M. Jules Favre enfin n'a pas craint, hier encore, d'affirmer à nouveau un programme politique qui est la négation de tout armistice qui amènerait fatalement une cession de territoire. Mais le peuple de Paris ne pèse point toutes ces raisons irréfutables, il veut lutter *peut-être*, mais plus sûrement, comme toutes les masses, il aspire à la paix, cette éternelle espérance des âmes, ce désir humain, qu'on admet si bien quand on pense aux torrents de sang qu'on a versés, aux ruines privées, au tarissement de toutes les sources de revenu.

Il y a déjà dans l'histoire de la Prusse une situation analogue, et ce n'est pas la première fois que M. de Bismark emploie ce moyen de l'armistice pour gagner du temps et augmenter ses moyens de défense.

M. de Molke a fait lui-même un récit des événements de la guerre du Hanovre, et il dit qu'il a proposé un armistice inacceptable pour gagner du temps.

Comment donc pouvons-nous admettre qu'on prenne pour base la duplicité et la mauvaise foi ?

On nous a déjà insultés en Allemagne, nous autres Français, en nous appelant des « Bayards » parce que nous marchons au combat la poitrine ouverte, attendant que l'ennemi marche à notre rencontre le front haut. Maintenant M. de Bismark pourra nous adresser une insulte nouvelle, il pourra nous appeler des hommes de bonne foi, et rire de notre confiance.

On nous propose un armistice quand nous sommes désarmés, notre arme est brisée, nous sommes à terre, nous succombons presque après un combat loyal ; et nous avons la naïveté d'y croire ! Quels enfants et quels sots nous faisons ! Comme on doit rire à Versailles ! Et quelle bonne farce on nous a faite là !

La Prusse avait besoin de dix jours pour faire venir autour de Paris l'armée qui enfermait Bazaine sous Metz, elle les a trouvés en nous leurrant par cette proposition dite des quatre grandes puissances. Pendant ce temps-là, elle a fait ses batteries blindées et souterraines de Châtillon, elle a achevé Brimborion et, dès lundi matin, on a vu les têtes de colonne de son armée de Metz venir prendre position du côté de Villeneuve-le-Roi. Quant à son artillerie, elle l'a fait venir par eau, quoiqu'elle dise que nous avons détruit les canaux.

\* \*

Le gouvernement n'a sans doute pas eu les nouvelles relatives à la prise d'Orléans. Une dépêche télégraphique publiée, je crois, par *les Débats*, a annoncé sommairement que la ville avait été occupée, et tout a été dit.

Nous tournions les yeux vers la Loire ; nous appelions de tous nos vœux cette armée dont les efforts combinés avec les nôtres devaient nous sauver ; des notions des plus vagues relatives à ces mouvements nous ont seules affirmé son existence. Aujourd'hui, il y a du patriotisme à ne pas cacher la vérité ; le gouvernement ne la sait point, comme gouvernement, mais il ne peut l'ignorer comme individu, car un certain nombre de numéros du journal *le Times* des derniers jours du mois d'octobre, apportés à Paris par le prince Wittgenstein, contiennent tout au long le récit de la prise d'Orléans.

Le correspondant du *Times* à Tours ne peut pas apprécier le nombre d'hommes qui ont pris part de notre côté au combat sous Orléans ; mais il dit que pendant plusieurs jours les mouvements de troupes ont été incessants entre Tours et la ville d'Orléans.

Ces troupes se composent de troupes de ligne, de garde mobile et de volontaires choisis parmi les zouaves pontificaux.

Il a le regret de dire que cette troupe de ligne est celle qui a le moins bien tenu en face de l'ennemi. Ce n'étaient point des régiments, mais des effectifs pris dans les différents dépôts, et qui formaient un rassemblement d'hommes sans l'esprit de corps et la discipline qui font les vrais soldats.

La garde mobile, surexcitée par l'opinion, par l'état du pays, par les proclamations virulentes des membres de la délégation nationale, a tenu à être digne des mobiles de la province qui ont montré ce qu'ils valaient dans les combats sous Paris, et, s'ils n'ont pu résister à un ennemi puissamment outillé, plié à une discipline inexorable et surexcité par des combats qui jusqu'ici ne leur ont valu que des victoires, ils ont du moins sauvé l'honneur du drapeau.

Quant aux zouaves pontificaux, ces Français un peu isolés de leur patrie à tous les points de vue, d'abord parce qu'ils résident à Rome depuis plusieurs années déjà, ensuite parce qu'ils défendent une cause qui, hélas, si généreuse qu'elle soit, est un peu délaissée en France, ils ont fait l'admiration de tous par une bravoure tout à fait chevaleresque. Ils étaient là une poignée d'hommes, de deux à trois compagnies au plus, et la plupart sont morts au champ d'honneur, il ne reste que des débris de cette petite phalange.

Il paraît que la disproportion de l'artillerie était énorme. Dans les différents combats que nous avons soutenus jusqu'ici, c'était là le côté désastreux de notre organisation. Cette fois, selon l'expression du correspondant du *Times*, la différence était monstrueuse.

On se rappelle qu'à la date du 30 ou du 31 toutes les troupes sous Paris, rive droite et rive gauche, ont pris les armes et sont restées massées en avant de nos positions dans un but qu'on leur a laissé ignorer. On peut désormais, quinze jours après, et sans être accusé d'indiscrétion, dire que c'était pour occuper l'ennemi et le tenir en haleine pendant qu'un nouveau corps d'armée tentait d'attaquer Orléans et de le réoccuper. Aucune nouvelle de cette opération militaire ne nous était parvenue; elle avait été combinée à Tours même, mais le gouvernement de la défense nationale en avait été avisé par une de ces microscopiques dépêches que les pigeons voyageurs lui apportent dans les cas graves.

Un officier supérieur de l'artillerie anglaise, un homme que nos voisins regardent comme des plus compétents dans ces questions, a répondu dans le même numéro du *Times* à une lettre d'un correspondant qui soutenait que les hauteurs de Châtillon ne pouvaient point porter atteinte à nos forts.

Il résulte de son expertise que les batteries de l'ennemi sont dressées, qu'elles sont souterraines ou plutôt encavées dans la hauteur comme on l'a pratiqué à Gibraltar; des blindages ont été effectués et on a laissé une ouverture de 70 centimètres pour les bouches.

L'artilleur anglais prétend que nos forts ont été construits pour l'usage de pièces d'artillerie d'une certaine portée, les pièces de 24, qui vont à 100 yards (mesure anglaise), et qu'on ne s'est point, à cette époque, préoccupé de les mettre à l'abri des feux qui seraient tirés d'une distance de 2,000 yards; qu'il aurait fallu, pour éviter aujourd'hui cet inconvénient, exécuter en avant toute une série de travaux avancés.

Afin de pouvoir continuer à lancer les projectiles sans interruption pendant tout le temps que durerait leur opération d'attaque, les Prussiens auraient été forcés, par la nature du terrain, qui passe trop rapidement de la ligne verticale à la ligne horizontale, de faire de leurs travaux d'approche des travaux complètement souterrains; de sorte qu'ils chemineraient à couvert.

Au dire de cet officier supérieur, l'objectif des Prussiens est de cribler le fort d'Issy, le fort de Vanves, et d'éteindre les feux du Point-du-Jour.

La prise de l'ouvrage de Brimborion, dont naturellement on a retourné les canons contre nous et où on a établi des batteries dont on a déjà beaucoup parlé, servirait à réduire le Point-du-Jour; la hauteur de Châtillon agirait contre Issy, Vanves, et peut-être Montrouge. Cependant, le correspondant ajoute que ce ne sont que des pièces de 24 qui sont mises en batterie sur les crêtes de Châtillon, et non point ces fameux canons Krupp dont on a fait tant de bruit.

Ce projet ne nous apprend rien; les hommes spéciaux avaient tous deviné que les travaux d'approche de l'ennemi devaient être des travaux souterrains; il confirme cependant l'opinion généralement adoptée que c'est de Châtillon et de Brimborion que viendront les coups.

Le parc d'Issy, qui a été aménagé d'une manière admirable par l'artillerie du 13<sup>e</sup> corps d'armée, pourra peut-être contrarier aussi le feu de l'ennemi; si nous recevons des coups, nous en rendrons.

Issy est découvert, mais les canonnières en panne dans le fleuve, à la hauteur de Billancourt, sont mobiles, armées de canons à longue portée, et devront vivement contrarier l'ennemi.

Les généraux qui occupent les positions avancées sur le plateau de Villejuif, et en face de Châtillon,

ont constaté que les têtes de colonne de l'armée qui entourait Metz sont arrivées pour renforcer les lignes d'investissement.

Il nous revient aussi que l'artillerie de Metz vient par eau, si bien que ces canaux, qui, au dire de M. de Bismark dans son mémorandum, ne pourraient pas servir à transporter notre ravitaillement, peuvent transporter des canons en nombre considérable. Ce transport équivaut certes bien au poids de sacs de blé, de galette ou de salaisons destinés à nous venir en aide dans une circonstance aussi poignante que celle d'un ravitaillement forcé.

Le fameux communiqué de M. de Bismark expliquant aux Berlinoises impatientes pourquoi Paris n'est pas tombé entre ses mains depuis cinquante-cinq jours que l'armée prussienne est sous nos murs, constatait la lassitude de la population de Berlin et exhortait les familles à la patience.

Nous avons cru, dans de telles circonstances, que M. de Moltke (puisque c'est lui qui commande) jugerait convenable de renvoyer dans ses foyers une partie de cette armée qui bloquait Metz, afin de donner satisfaction aux populations de l'Allemagne. Il y avait sous Metz, au dire de M. Thiers, cent cinquante mille hommes; il eût peut-être été politique de la part du roi de Prusse de renvoyer cent mille hommes, de les montrer comme appât à toutes ces mères et ces enfants désolés, en faisant luire aux yeux de ceux qui avaient le bonheur de ne point avoir encore perdu leurs soutiens, qu'ils les reverraient dans un très-prochain délai.

Il y a sept cent mille Prussiens en France; — quand je dis *Prussiens*, je sais ce que je fais et ce que je dis, car il n'y aura bientôt plus en Allemagne que des Prussiens. — C'était peut-être assez pour nous réduire au point où M. de Bismark veut le faire, et on ne comprend pas beaucoup pourquoi, en ayant trois cent mille autour de Paris, il nous en amène cent cinquante mille de plus.

Nous ne nous croyions pas si terribles, mais il est vrai que probablement M. de Bismark a l'intention d'en finir d'un seul coup avec ces *baillards* de Parisiens. Le mot est de lui, qu'il le garde!

Eh bien, nous attendons les bombes et nous attendons la faim. Une paix honorable nous eût été douce: on se serait saigné aux quatre veines, on aurait travaillé de toutes ses forces, celui-ci du marteau, celui-là de l'idée, un autre de la navette, de la plume ou du pinceau, et on aurait refait une belle France toute neuve, avec une morale nouvelle, des opinions libérales, un esprit sain, un jugement ferme et une âme d'homme libre. — M. de Bismark ne veut pas entendre parler de cela. — A quand le bombardement?

Le *Times* m'aura été très-utile cette semaine, mais il faut avouer aussi que jamais lecture ne fut plus émouvante pour moi que celle de ces trois numéros apportés par hasard dans cette ville bloquée, où nous ne savons même plus si Abdul-Medjid règne à Byzance et si le duc d'Aoste est roi d'Espagne.

Oui, l'Australie aurait pu disparaître dans un cataclysme il y a quarante jours, le pape aurait pu se réfugier à Malte comme un patriarche du monde dont le royaume temporel se met à jamais à l'abri des orages de la politique, nous n'en saurions pas davantage.

Eh bien, la nouvelle que le *Times* donne, en deux lignes, est presque aussi extraordinaire: on pourrait lui appliquer les plus invraisemblables épithètes de M<sup>me</sup> de Sévigné.

La reine d'Angleterre, cette haute, illustre, puissante dame et reine, qui se trouve être la belle-mère du prince de Prusse, maréchal de l'empire d'Allemagne, donne sa fille Louise d'Angleterre à un Anglais, non pas le premier venu sans doute, mais qui n'a ni trône, ni sceptre, ni couronne, mais tout simplement un siège à la Chambre des lords. Elle épouse le duc d'Argyll.

C'est un fait énorme, capital, pour l'aristocratique Angleterre, et c'est un acte de bon sens, car, il faut bien le dire, les rois ne sont pas à la hausse.

Il y a même des républicains qui trouvent que c'est le duc qui fait une mauvaise affaire, car on ne l'appellera plus que le mari de la princesse.

La mobilisation de la garde nationale est, sous une forme parlementaire, cette décision très-révolutionnaire qu'on appelle la *levée en masse*, demandée tous les jours par tous ceux qui voulaient la guerre à outrance et voulaient faire appel à toutes les forces vives du pays.

Il y a un mois, alors que Strasbourg et Metz tenaient encore, un monde de volontaires se serait présenté; aujourd'hui, nous pouvons l'avouer, ce décret rencontrera beaucoup de tièdes.

On se sent enfermé, étroit dans un cercle de fer, qui, chaque jour, se resserre davantage, par le nombre de ceux qui forment le blocus, par le nombre des travaux qu'ils ont exécutés, par les batteries puissantes qui gardent les positions ennemies.

Tenter de briser ce cercle, de faire ce qu'on appelle une percée, c'est, il faut avoir le patriotisme de le dire, une pure folie, une grande faute militaire peut-être. Nous pouvons inquiéter l'ennemi, le fatiguer, le harceler, lui faire une guerre de zouaves qui consiste à le talonner sur tous les points, à lui enlever ses postes, à détruire ses vedettes, à lui rendre l'occupation fatigante, difficile, onéreuse à tous les points de vue; mais l'attaque de front avec toute notre armée, nous n'y croyons pas, et encore que nous ne soyons un soldat que par accident, nous croyons avoir assez l'expérience des choses militaires pour pouvoir dire à ceux qui nous commandent — « Là n'est pas notre salut. »

Il fallait appeler les soldats citoyens il y a quarante jours, alors que pleins de confiance, pleins d'enthousiasme, ils brûlaient de marcher à l'ennemi et de se masser, puis l'écraser sur un point par un nombre énorme d'assaillants.

Dieu nous garde de jeter un cri de détresse; nous avons été pour la résistance à outrance, nous sommes encore pour la souffrance héroïque et pour le dernier effort, mais il ne faut pas s'illusionner, c'est dans Paris que nous devons résister.

Les *percées* ne sont possibles que si une armée de secours nous tend la main je ne sais où, non plus à Etampes, puisque la ligne d'investissement a quatre épaisseurs et s'étend jusqu'à Orléans.

Or, l'armée de la Loire, où est-elle?

Qui nous dira ce que nous devons espérer?

La garde civique est un rempart, mais c'est un rempart dans ses foyers ou à l'enceinte, avec une trentaine de bataillons de volontaires qu'on peut faire sortir des 226 bataillons de la garde nationale tout entière. En dehors de ces trente bataillons, n'appellez pas les pères de famille, ce n'est pas *pratique* ici à Paris.

Que voulez-vous? ce ne sont ni nos mœurs, ni nos tendances, ni nos habitudes. Nous sommes déjà éprouvés par les nuits au rempart; nous y faisons notre devoir, mais c'est tout. Laissez l'armée régulière agir et marcher en avant; n'appellez pas ce père de famille qui pensera toujours à ses enfants, à sa femme, à sa fille.

Moi, je serai soldat, seul, n'ayant pas le souci des petits qui pleurent et de la femme triste au foyer. Les célibataires marcheront, mais les autres?

C'est au foyer envahi que vous les verrez à l'œuvre; d'ici là, ne les envoyez pas contre l'artillerie puissante de l'ennemi. Il est trop tard.

Le décret est patriotique, je le sais; mais ce n'est pas avec ce fusil suranné, avec ces manœuvres inhabiles qu'on sauvera la patrie; il faut une expérience qui manque à ces citoyens...

Attendez tout des masses exercées qui ont l'expérience de cette nouvelle guerre; disciplinez les volontaires, mais ne contraignez que les jeunes et ceux qui sont sans famille; ce seraient de faibles auxiliaires que ceux qui laisseraient derrière eux leurs enfants et leurs femmes.

Je ne doute pas de leur courage, non; je sens qu'il appartient seulement à d'autres races que la nôtre de se dresser facilement à ce métier régulier des armes. Il y aurait peut-être des héros parmi ceux-là; mais on a trop tardé, on a laissé la nuit se faire autour de nous, et si nous pouvons être sauvés, ce n'est pas par cet appoint des hommes mariés et des pères de famille.

CHARLES YRIARTE.



PENDANT LE SIÈGE. — La journée du 31 octobre. — Le général Trochu délogé par les partisans de la commune. — La salle des séances du gouvernement de la délégué nationale évacuée par les partisans de la commune. — Le général Trochu délogé par le 106<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale.

LE P  
DE  
A LA  
Hier,  
l'église  
délégué  
sante  
Le  
mineur  
bini a  
par l'o  
les ch  
Société  
certs d  
toire, a  
ambula  
presse.  
L'œu  
ble de  
n'avait  
tendue  
puis le  
Louis  
s'expli  
ment e  
chef-d'  
compl  
ter dan  
longter  
ciété c  
est bie  
de n'av  
morces  
Pour r  
coup s  
exéc

LE REQUIEM

DE CHÉRUBINI

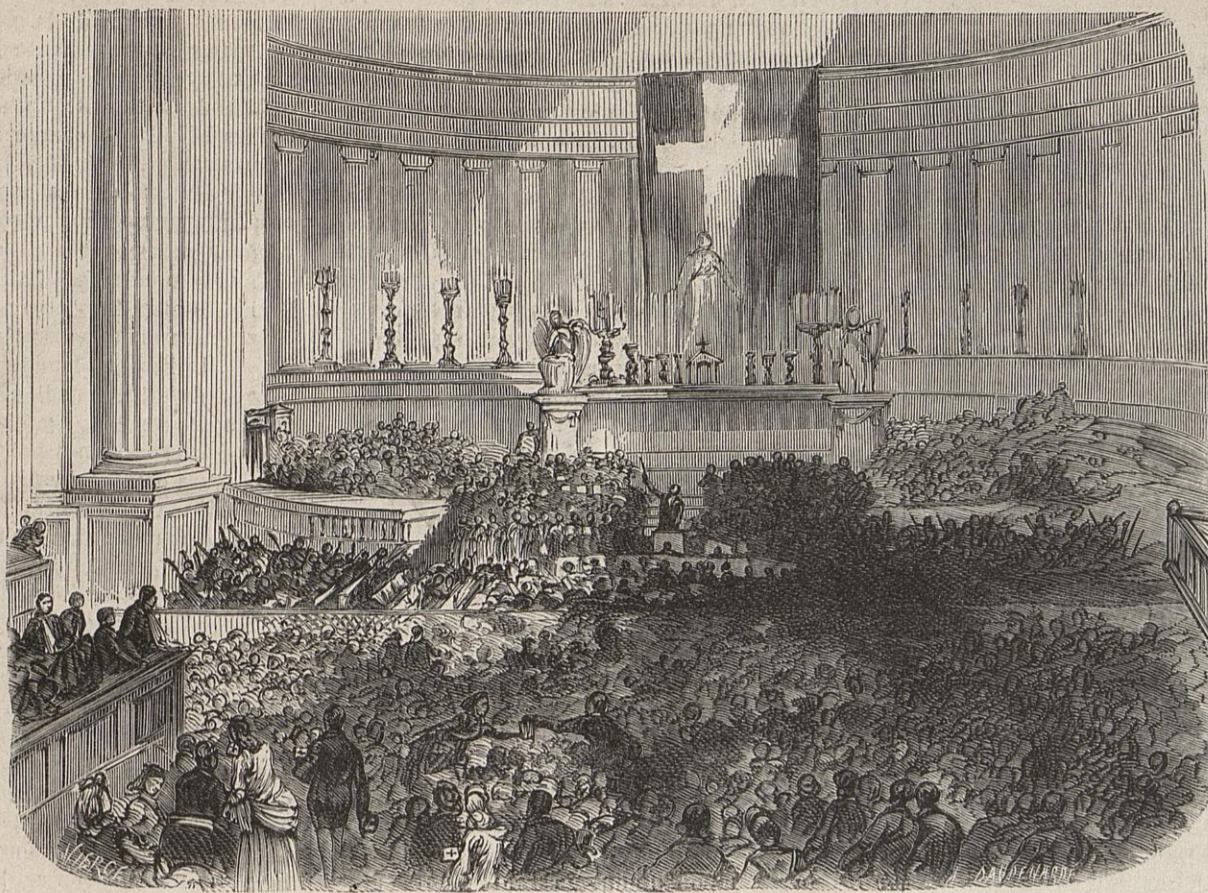
A LA MADELEINE

Hier, a eu lieu, à l'église de la Madeleine, une imposante cérémonie.

Le *Requiem* en ut mineur de Chérubini a été exécuté par l'orchestre et les chœurs de la Société des concerts du Conservatoire, au profit des ambulances de la presse.

L'œuvre admirable de Chérubini n'avait pas été entendue à Paris depuis le règne de Louis XVIII. On s'explique difficilement comment un chef-d'œuvre aussi complet a pu rester dans l'oubli si longtemps; la Société des concerts est bien coupable de n'avoir pas fait figurer sur ses programmes des morceaux détachés de cette splendide conception.

Pour nous, le *Requiem* de Chérubini est de beaucoup supérieur au *Requiem* de Mozart, si souvent exécuté dans nos églises.



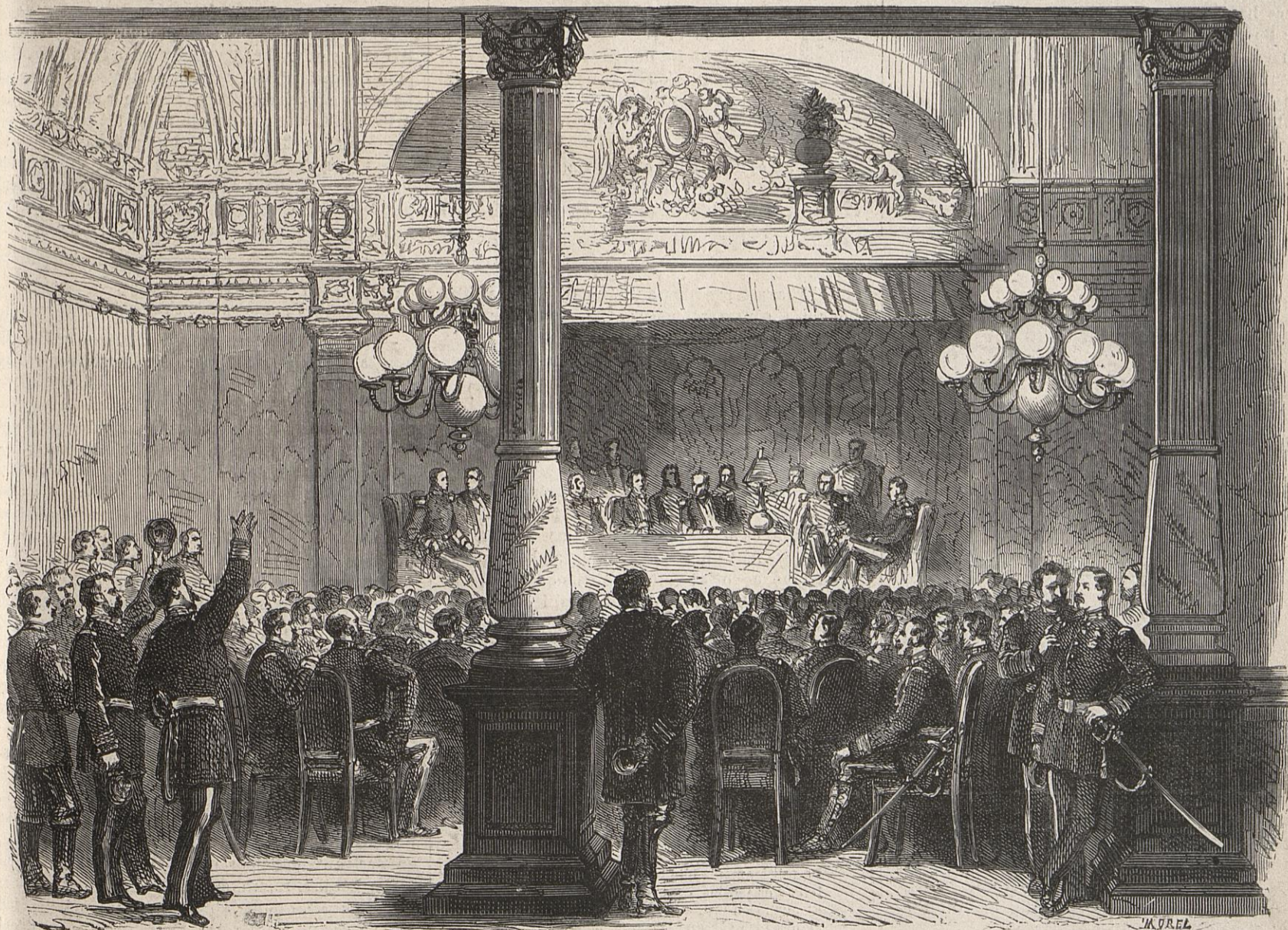
Le *Requiem* de Chérubini à la Madeleine, exécuté par les artistes du grand Opéra en faveur de nos blessés.

Cette musique sévère, exempte de banalité comme de recherche, dans laquelle on sent le souffle de la foi chrétienne dans ce qu'il a de plus pur et de plus élevé, a produit une impression immense sur les nombreux auditeurs qui se pressaient dans l'église

Les circonstances douloureuses dans lesquelles nous nous trouvons ont inspiré au curé de la Madeleine un de ces discours touchants qui vont droit au cœur.

Le produit des chaises et de la quête [approche, dit-on, de six mille francs.

JENNIUS.



LA DÉFENSE DE PARIS. — Réunion des deux cent soixante-dix chefs de bataillon de la garde nationale au club des Mirlitons, sous la présidence de M. Jules Favre.

PENDANT LE SIÈGE. — La journée du 31 octobre. — La salle des séances du gouvernement de la défense nationale évacuée par les partisans de la Commune. — Le général Trochu délogé par le 106<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale.

## LE BULLETIN DE LA GUERRE

*Prise et reprise du Bourget.* — Au point de vue du pittoresque et de ce joli artistique qui caractérise la campagne de Paris, les peintres n'auront jamais grand intérêt à visiter le Bourget.

Ce village, de 706 habitants, situé à dix kilomètres de la gare du Nord, est traversé dans toute sa longueur par la grande route de Lille, qui forme sa rue unique, impitoyablement droite, poudreuse en été, boueuse en hiver. A droite et à gauche de la large voie, des auberges, des cabarets, des entrepôts, des usines aux hautes cheminées noircies. L'industrie a jeté sur le paysage sa teinte utilitaire dont l'aspect monotone de l'immense plaine des Vertus, interminable échiquier de cultures maraichères, vient renforcer le ton. A l'entrée du bourg, quelques arbres formant le parc où les Prussiens cachaient leurs tirailleurs.

Le Bourget est placé en pointe en avant du village et du fort d'Aubervilliers, au fond du val où coule le Morelet, un ruisseau, ou plutôt un fossé boueux qui se jette dans la Seine en aval de Saint-Denis et du fort de la Briche.

Au delà du Bourget, la route de Lille, qui, pendant trois kilomètres, coupe la plaine des Vertus et descend insensiblement vers le village, remonte sur un plateau d'une demi-lieue de longueur, redescend pour traverser la Morée sur le pont Iblon et arrive à Gonesse, le berceau de Philippe-Auguste, et aujourd'hui l'un des points le plus fortement occupés par l'ennemi.

Quoique placé dans cette partie nord-est de Paris, que, dans ses plans divulgués, M. de Moltke se permettait d'attaquer avec le plus de vigueur, en se proposant la rapide conquête de Saint-Denis, le Bourget est, stratégiquement, d'une importance médiocre : c'est une impasse dangereuse, dominée par les hauteurs de Dugny, les collines de Garges et de Bonneuil, les crêtes boisées d'Ecouen et les mamelons de Gonesse, menacée de notre côté par les feux des forts de l'Est et d'Aubervilliers.

Les Prussiens, néanmoins, y avaient placé leurs avant-postes. En cela, ils se faisaient les plagiaires de notre Henri IV, qui, pendant le siège de Paris, en 1593, avait établi son quartier général à Aubervilliers.

M. de Moltke, auquel le roi de Prusse vient de conférer le titre de comte, a dû reporter celui des

Saxons un peu plus loin. Les fortifications de Paris et la longue portée de nos pièces lui ont imposé cette obligation. Nos ouvrages de création récente l'ont également obligé de modifier ses projets primitifs et de renoncer à l'enlèvement subit du camp retranché de Saint-Denis. Quand il avait cette idée, le chef d'état-major prussien comptait maintenir le Mont-Valérien avec ses batteries d'Argenteuil et protéger ses ailes d'attaque dans la plaine de Gennevilliers. Les redoutes de Courbevoie et de Gennevilliers, les batteries de Saint-Ouen et de Montmartre, maîtresses des 7,000 hectares qui s'étendent à la gauche de Saint-Denis, n'ont laissé au corps d'élite de la garde royale et aux Saxons qu'un point, la butte Pinson, sur lequel quelques démonstrations bientôt réprimées ont pu être exécutées.

La partie au nord-est de la capitale n'en a pas moins été fortement occupée dans les positions de Pierrefitte, Stains et Dugny.

Le Bourget était le poste avancé de l'armée allemande, et, le 28 octobre, le général Carré de Bellemare jugea à propos de s'en emparer.

Les premiers mouvements de troupes eurent lieu dans la nuit du jeudi au vendredi. Dès l'aube, les francs-tireurs de la presse, commandés par le capitaine Rolland et soutenus par un bataillon d'infanterie de ligne, partaient de Bondy et se lançaient sur le Bourget, mitraillé déjà le mercredi par les obus du fort de Romainville. A six heures, les Prussiens étaient délogés après une fusillade d'une demi-heure. On les poursuivit, la baïonnette dans les reins, jusqu'au pont Iblon. Les vainqueurs gardèrent le village.

Mais il paraît que les Prussiens tenaient à cette position, car deux ou trois heures après notre occupation les Allemands, éclairés par une cinquantaine de uhlands, débouchaient de Garges sur Dugny et échangeaient une vive fusillade avec les nôtres, qu'étaient venus renforcer les 8<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> bataillons de mobiles. La colonne allemande, bientôt renforcée de cinq batteries d'artillerie et de nouveaux bataillons envoyés d'Ecouen et de Montmorency, s'avança sur le Bourget en canonnant vivement. L'affaire fut chaude et nos mobiles donnèrent à plein collier. La lutte fut des plus sanglantes dans les grandes cours qui s'ouvrent sur le Morelet. Le terrain en avant de nos tirailleurs, abrités derrière les murs crénelés, était couvert de cadavres prussiens.

Enfin, après un combat et une canonnade qui ont duré jusqu'à la nuit, nos troupes restèrent maîtresses du bourg et les Prussiens furent forcés de se retirer sur Gonesse.

La journée avait été bonne.

Le 14<sup>e</sup> bataillon de la mobile, composé d'enfants de Paris, s'est bravement comporté, surtout en attaquant l'avant-garde prussienne avec le calme et la solidité des vieilles troupes, tandis que les francs-tireurs de la Presse chargeaient vigoureusement à la baïonnette.

Le 8<sup>e</sup> de la mobile s'est aussi admirablement battu, ainsi que les trois compagnies du 8<sup>e</sup> de marche envoyées à la rescousse.

Tout le monde avait fait noblement son devoir et Paris était déjà fier de ce petit succès.

Les Allemands sont entêtés, c'est là leur moindre défaut. Le Bourget leur tenait au cœur.

Le lendemain, samedi, à huit heures, nos grands gardes de mobiles signalaient l'approche de fortes colonnes prussiennes précédées de tirailleurs dont les casques pointus rasaient les haies et les bords des fossés. Au même moment les obus commençaient à pleuvoir dru comme grêle sur le village. Le bombardement dura jusqu'à midi. Alors, les canons des forts de l'Est et d'Aubervilliers se mettent à tirer sans interruption sur les réserves prussiennes qui cherchaient à s'avancer de Dugny. La surprise tentée par l'ennemi ne réussit pas plus ce jour-là que l'attaque de la veille. On espérait que M. de Moltke renoncerait au Bourget, c'était mal le connaître. Il était d'ailleurs facile de prévoir ce jour-là une nouvelle lutte, car en battant un peu le pays, on devait s'apercevoir que l'ennemi massait tout autour du village des forces nombreuses d'infanterie et renforçait son artillerie de la veille.

Le général Carré de Bellemare ne vit rien de tout cela, et ce fut là sa faute, sa très-grande faute.

Il ne renouvela point ses troupes fatiguées par quarante-huit heures de combats et de veilles. Il laissa les mêmes bataillons de mobiles, les 8<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> ainsi que le 8<sup>e</sup> de marche, continuer à se morfondre sous la pluie, de compagnie avec les francs-tireurs de la Presse. Notre artillerie se réduisait comme la veille à 2 pièces de 12, 5 pièces de 4 et une mitrailleuse. Aucune troupe fraîche ne fut envoyée au Bourget.

A la pointe du jour, le dimanche 30 octobre, les Prussiens ouvraient leur feu contre le village. Une pluie d'obus formidable crevait les maisons, enfonçait les barricades, balayait la grande route de Lille. A l'abri de cette canonnade et protégés par ce déluge de mitraille, les éclaireurs allemands s'avancèrent jusqu'aux premières maisons. Vingt mille Prussiens marchant en colonnes serrées arrivaient par Stains et Dugny. Ils manœuvraient de manière à nous cerner et à nous enlever. Ils tenaient la



## CHANVALLON

HISTOIRE D'UN PASSANT SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE

PAR

CHARLES MONSELET.

(Suite)

Florence m'a conduit dans une singulière table d'hôte, rue du Chevalier-du-Guet.

Dans une petite salle, au rez-de-chaussée, une douzaine de personnes étaient assises autour d'une table couverte d'une nappe rousse.

Le dîner n'était pas encore commencé. On se trouva un peu à l'étroit par notre arrivée.

— Appuyez un peu de mon côté, me dit Florence; vous pourriez gêner M. Greuze.

M. Greuze était mon voisin de droite. Il était chargé de soixante-quinze années environ, ce dont

il ne s'effrayait pas plus qu'il ne fallait. Vieillard aimable, il conservait encore sur sa physionomie franche et bonne le sourire de ses tableaux.

Je contemplai avec une admiration mêlée de respect le peintre de la famille et de la nature.

Au même instant, j'entendis en face de moi le dialogue suivant :

— Savez-vous quelque chose de nouveau, monsieur le marquis ?

— Du nouveau, ma chère Carline ? répondit une sorte de petit squelette poudré; mais je bouche mes oreilles et je ferme mes yeux pour ne rien savoir de nouveau. Ah ! l'horrible bruit de tambour qui se fait de tous les côtés ! Que de soldats dans les rues !

Le marquis joignit les mains, puis, il reprit tout à coup :

— Il y a pourtant quelque chose de nouveau : M. de Florian est mort.

— Lui aussi ! s'écria Carline, l'ancienne actrice de la Comédie-Italienne; quel dommage ! C'était bien l'homme le plus charmant du monde... Vous souvenez-vous, Laujon, des vers qu'il m'adressa ? Voltaire n'eût pas fait mieux. Comment cela commençait-il donc ?

Laujon sourit, et fut assez galant pour se rappeler les vers de Florian :

De mille amants elle fait la folie ;  
Dans nos jardins, c'est à qui la suivra ;  
Et quand on dit : « Mon Dieu ! qu'elle est jolie ! »  
On est bien sûr que l'écho répondra.

Si pour son teint Flore, dans sa corbeille,  
Sut assortir ses bouquets précieux,

L'esprit a fait en faveur de l'oreille  
Plus que sa main pour le charme des yeux.

— Assez ! assez ! murmura Carline, qui sentit une larme sous sa paupière à ce souvenir d'un si beau temps.

Pauvre femme ! pauvres gens !

Car c'étaient les débris d'une cour volage et d'une époque de sourires que la rue du Chevalier-du-Guet abritait; c'était le reste fleuri du dix-huitième siècle. Tous les partis éteints ou disparus étaient représentés là. Il y avait même un abbé, — oui, un abbé, — ce qu'on appelait autrefois un petit collet, cette chose brillante et remuante.

Là était ce bon vieux Laujon, un Anacréon, un Momus, comme on disait autrefois, Laujon qui, dans le bon temps, chantait le *Mai*, chantait O gué ! chantait tout ce qui se boit ou s'embrasse. Laujon était là. Il ne chantait plus; cependant le gouvernement de la Terreur avait voulu le faire chanter, et lui avait demandé je ne sais quoi, une cantate nationale. Vainement Laujon avait-il répondu : « Je n'ai plus de voix ! » Il ne s'agissait pas de sa voix, il s'agissait de sa tête; c'est ce que ses amis essayèrent de lui faire comprendre. Il le comprit, et, bien qu'enragé royaliste, il composa la cantate, bon gré mal gré, et il l'envoya au gouvernement, en écrivant malicieusement au bas : « Par le citoyen Laujon, républicain pour la vie. »

Le haut bout de la table, le bout important, était occupé par un couple âgé et silencieux; c'étaient les deux plus anciens pensionnaires de la maison. Figurez-vous deux grosses têtes bien épaisses, deux

route de Dugny, le chemin de fer de Paris à Soissons, la route de Drancy.

Comment se défendre? Nos malheureuses sept pièces de canon, installées au carrefour qui occupe le milieu du village, atteignaient à peine l'ennemi de leurs rares boulets. La mitrailleuse unique que nous avions ne pouvait tirer, tellement ses cartouches avaient été mouillées par la pluie. Les Prussiens avançaient toujours. Ils enlevaient la première barricade et se répandaient dans la grande rue du Bourget, où ils se heurtaient aux francs-tireurs qui se défendaient avec rage et mouraient au cri de : « Vive la République! » Sur 380, cent vingt à peine sont revenus.

Le 14<sup>e</sup> bataillon des mobiles tirait toujours, se battant en désespéré et faisant avec ses balles des trouées profondes dans les rangs allemands. Il a perdu le tiers de son effectif, le reste a été fait prisonnier.

On était dix-huit cents contre vingt mille, avec une artillerie ridicule contre cinq ou six batteries prussiennes.

On sonna la retraite. Mais ceux qui étaient enfermés et cernés dans les maisons ne pouvaient sortir. Dans une fabrique de bougies, cinquante-sept hommes s'étaient retranchés; ils n'ont quitté la place qu'après avoir jonché les abords de cadavres ennemis. Pris dans une boulangerie, quelques mobiles et une poignée de turcos ont fait une résistance héroïque. Chassés du rez-de-chaussée au premier étage, ils se sont battus comme des lions contre les Prussiens qui les poursuivaient et qu'ils jetaient par les fenêtres. Beaucoup, après avoir épuisé toute résistance, ont dû se rendre.

Il était onze heures et on se battait depuis le matin, lorsque arriva le général de Bellemare, qui venait organiser la retraite protégée par le fort d'Aubervilliers, dont les obus ménageaient à nos troupes la route de la Courneuve. Des troupes fraîches amenées trop tard n'eurent qu'à se déployer en tirailleurs pour voir le ralliement s'effectuer en bon ordre. Notre artillerie est parvenue à s'échapper tout entière.

Les forts de l'Est et de la Double-Couronne canonnaient Stains et Pierrefitte, afin de couper le chemin aux Prussiens, au cas où ceux-ci se seraient avisés de continuer leur mouvement concentrique autour du village.

Le Bourget, pris par un audacieux coup de main le vendredi, nous a été repris le dimanche, malgré la bravoure de nos soldats et grâce à l'imprévoyance coupable des chefs supérieurs.

A cette heure, où il ne reste plus une seule faute

militaire à commettre, la perte du Bourget était impardonnable. Ou il fallait abandonner la position comme inutile au plan de la défense, et faire retirer ceux qui avaient accompli le hardi coup de main du vendredi; ou bien, après avoir dit : « nous y restons, » il était de toute évidence qu'une occupation sérieuse en infanterie et en artillerie devait y être organisée de manière à défier toute nouvelle attaque.

Le général Carré de Bellemare ne l'a pas compris. On l'a remplacé dans son commandement de Saint-Denis par le général Berthaud. Ce n'était que justice.

Malgré l'émotion produite à Paris par l'échec du Bourget, la situation de Paris reste ce qu'elle était et notre système de défense n'a nullement été entamé. Nous avons perdu une belle occasion de vaincre; car ce jour-là, contre leur habitude, les Prussiens se sont montrés en plaine. Il fallait en profiter. Espérons que ce n'est là que partie remise. D'ailleurs le Bourget, pour les Allemands comme pour nous, n'est pas tenable. C'est un coupe-gorge dans lequel, avant notre surprise du 28 octobre, se trouvaient quelques Bavarois sans artillerie.

*Envahissement de l'Hôtel-de-Ville.* — Notre retraite du Bourget avait vivement impressionné la population de Paris, qui, le dimanche soir, se pressait sur les boulevards et devant les mairies. Le lendemain matin, le gouvernement apprenait aux Parisiens la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz, confirmant ainsi le triste bruit qui en courait depuis trois jours. Bazaine et son armée avaient dû se rendre après une lutte de trois mois qui, sans compter leur courage, avait épuisé vivres et munitions. C'était un désastre pareil à celui de Sedan, moins la honte. Ici, comme là, toute une armée française était faite prisonnière de guerre; de plus, notre grande citadelle de Metz tombait aux mains des Prussiens.

Le coup était rude. Le malheur qui nous frappait ainsi coup sur coup nous atterra un moment. Puis, chacun retrempeant son âme dans son courage, jura qu'il serait digne de ceux qui venaient de succomber. Et puis l'espoir de la vengeance nous soutenait.

Ces désastres successifs irritèrent aussi certains tempéraments dont l'impudence ne put se contenir. M. de Bismark, aux écoutes, attendait l'explosion. L'explosion eut lieu.

Aussitôt la reddition de Metz connue, les groupes

agités la veille par l'évacuation forcée du Bourget se portent sur la place de l'Hôtel-de-Ville. On commente vivement les tristes nouvelles; on accuse hautement le gouvernement de la défense nationale de temporisation funeste, de manque d'énergie; on veut marcher sur-le-champ contre les envahisseurs et on crie : « Pas d'armistice! La guerre à mort! La levée en masse! Vive la Commune! »

A ce moment, neuf heures, M. Étienne Arago apparaît pour calmer la foule. Aux cris qu'elle pousse, il répond avec calme par ces paroles : « Ne nous laissons point abattre par les revers. Paris est encore debout; Paris sauvera la France. Quant à moi, je vous l'ai déjà dit et je vous le jure encore, moi vivant, les Prussiens n'entreront pas à l'Hôtel-de-Ville. »

L'effervescence populaire tombe pour un instant; mais à onze heures le tumulte éclate. Des colonnes de gardes nationaux sans armes arrivent en criant : « La Commune! la Commune! »

Les membres du gouvernement de la défense nationale délibéraient en ce moment dans une des salles du 1<sup>er</sup> étage. On ferme les portes de l'Hôtel-de-Ville; mais bientôt les mobiles sont débordés et la cour des bureaux est envahie. Étienne Arago, suivi de MM. Floquet, Brisson et Hérisson, cherche à arrêter le flot qui grossit toujours. Il veut encore parler, mais sa voix se perd au milieu des cris : « Point d'armistice! Mort aux Prussiens! Vive la Commune!

Rocheport paraît; on ne le laisse pas parler.

Enfin le général Trochu descend, et après quelques minutes nécessaires pour obtenir le silence : « Citoyens, dit-il, écoutez un soldat qui vous parle. J'ai tout fait pour la défense de Paris. Votre ville était ouverte; en quarante-huit heures l'ennemi pouvait y entrer. Aujourd'hui, si vous le voulez, je le défie d'y pénétrer jamais; vous entendez, jamais! Bazaine et ses héroïques soldats ont succombé. Tout en rendant hommage à leur courage, disons que ce malheur était prévu depuis longtemps. Au lieu de vous abattre, qu'il ravive donc votre énergie et votre désir de repousser l'ennemi. »

A ces paroles patriotiques, on répond par : « A bas Trochu! Vive Flourens! »

M. Jules Simon veut prononcer un discours, mais on ne lui en laisse pas le temps.

Vers quatre heures, le maire de Paris paraît à une fenêtre de l'Hôtel-de-Ville et donne lecture du décret qui convoque à bref délai la nomination des maires, des adjoints et des conseillers municipaux, de la Commune enfin. A ce moment arrive à che-

Corps arrondis comme des tonnes, des yeux éraillés, des paupières couleur de flamme. Ils se tenaient immobiles sur leurs sièges, ne levant leur regard que sur les plats et les assiettes, mettant à plaisir en branle leurs lourdes mâchoires, portant aux verres une main exercée.

C'étaient deux célébrités aussi, — c'étaient M. et M<sup>me</sup> Ramponneau, de bachique mémoire.

Ramponneau, dont la gloire impérissable rayonne encore dans tous les cabarets de la Courtille! Ramponneau, que brûlaient d'examiner les ducs et les princes, et qui, roi de son bruyant quartier, ne montrait la face de son auguste personne que par une excessive bonté d'âme! Voltaire l'avait immortalisé dans ses *Facéties*, et Palissot l'avait chanté dans sa *Dunciade*.

Voilà les gens avec lesquels je me trouvais.

Je n'avais ni assez d'yeux pour les voir, ni assez d'oreilles pour les entendre.

Comme le pays tout entier, au milieu des luttes intestines de la Révolution, j'avais un peu perdu la mémoire des célébrités anciennes, ou plutôt je m'imaginai qu'elles avaient péri dans la tourmente. Maintenant, je revoyais le passé, le passé vieilli, blanchi, dépouillé, traînant sa vieille épée, sa vieille dentelle; le passé n'ayant plus un liard pour s'acheter du rouge et du musc, dinant à la grâce de Dieu, cherchant sa mémoire et ne la retrouvant pas toujours; le passé qui ne veut pas mourir pourtant. Laujon! Greuze! Carline! le marquis et l'abbé! Tout ce monde attendant un maigre potage qui ne vient pas!

Cependant, tant est grande la conscience de la noblesse et de l'art, grande l'habitude de la distinction, que tous ces personnages gardaient encore au sein de leur passager abaissement cette égalité de caractère qui est l'indice des natures supérieures. Ils se traitaient mutuellement et se parlaient comme s'ils eussent été à une table princière, avec des valets derrière eux et des girandoles sortant de chaque panneau au bout d'un bras de bronze. Ils avaient les mêmes attentions et les mêmes raffinements de langage.

Je n'en revenais pas.

Un autre spectacle plus curieux encore m'attendait. C'était l'apparition de l'hôte, qui était en même temps le chef de cuisine.

A son aspect, toute conversation cessa.

Il était effrayant, cet hôte; il avait la chevelure en désordre, la barbe épaisse et longue, le geste brutal, la voix rude; il avait de gros yeux qui roulaient dans leur orbite comme des écureuils dans leur cage.

Il apportait du bouillon dans une vaste soupière, et il l'apportait même avec une certaine solennité, malgré ses apparences démocratiques.

Les convives déguisaient mal leur satisfaction à l'approche de cette manne fumante, et les époux Ramponneau essuyaient déjà leurs assiettes avec une méticuleuse glotonnerie, lorsque, tout à coup, ô revers! ô fatalité! l'hôte fit un faux pas et lâcha la soupière qu'il tenait.

Marquis, comédiennes et poètes laissèrent voir

une consternation profonde sur leurs visages. Ramponneau poussa un gémissement.

— Ma foi, tant pis! dit l'hôte bourru; vous vous passerez de potage aujourd'hui, il n'en reste plus.

Pas de potage!

Le dix-huitième siècle était demeuré désappointé.

— Voyons, citoyen Turpin, essaya de demander un des convives, es-tu bien sûr qu'il ne reste plus une goutte de bouillon au fond de ta cuisine?

— Mais quand je vous dis, tas de nobles, que c'est tout! Est-ce que vous n'allez pas en mourir pour un jour de privation? O les grands! les grands! toujours les mêmes! s'écria le citoyen Turpin en levant ses bras au ciel.

Puis il ajouta d'un ton plus doux :

— Allons, vous vous rattraperez sur le bœuf...

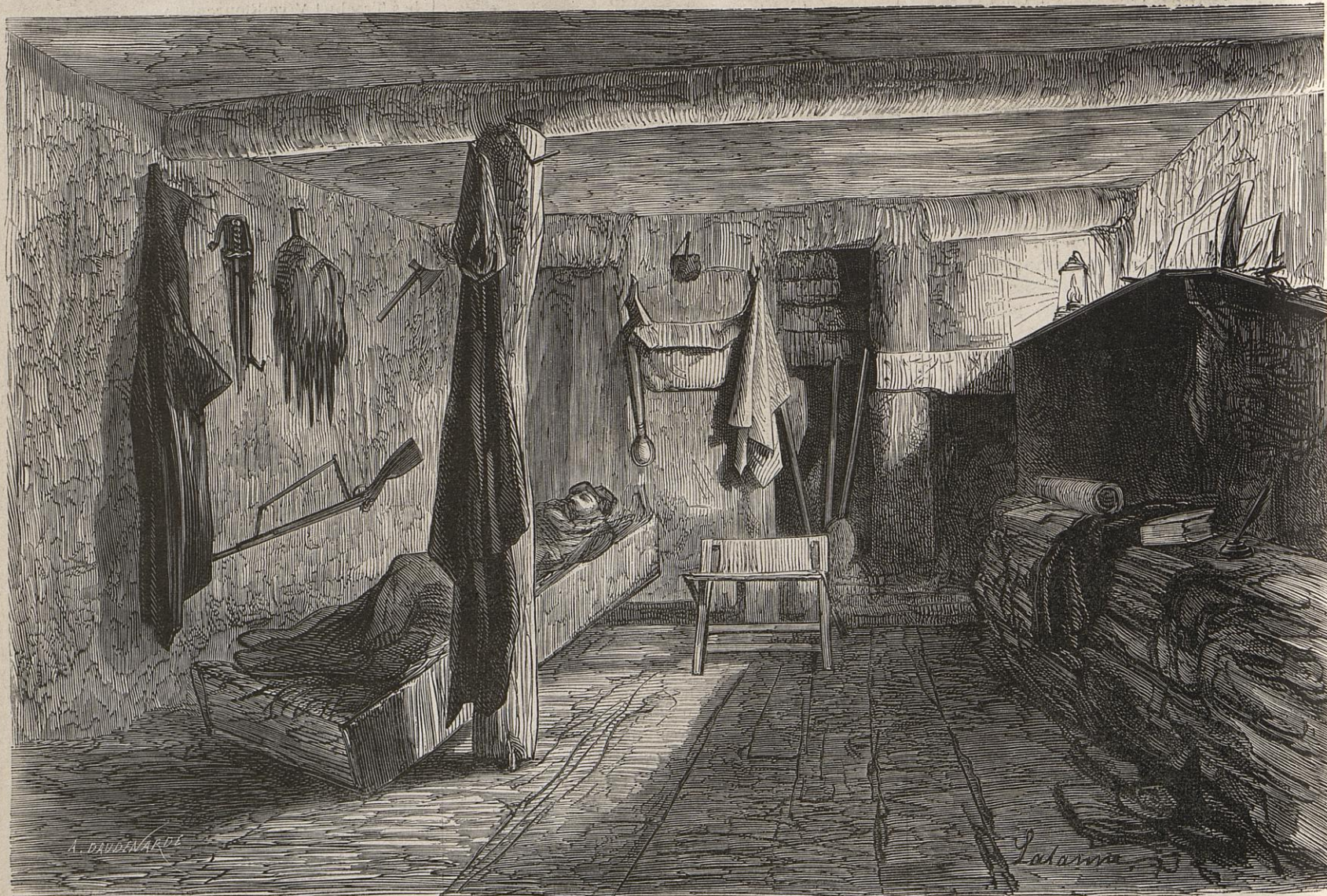
Le dix-huitième siècle se calma.

Le citoyen Turpin, à ce que me raconta Florence, était un ex-majordome de grande maison, qui avait fait d'inutiles efforts pour se hisser au pouvoir pendant la Révolution. Afin de se venger à la fois des gouvernants et des gouvernés, il avait inventé de tenir une table d'hôte à l'usage des aristocrates. De la sorte, il satisfaisait ses doubles instincts, car il frayait avec la bonne compagnie au milieu de laquelle s'était écoulée la moitié de son existence, et en même temps il pesait sur elle, il l'écrasait de toute sa faconde révolutionnaire. Il appelait ses pensionnaires « citoyens » gros comme le bras, et, dans ses forts jours de gaieté, il leur disait tu.

Puis, il leur demandait de l'argent, ce qui est



LE SIÈGE DE PARIS. — Episode de l'affaire du Bourget. — Les Prussiens délogés d'une boulangerie. — (Dessin de M. Vierge.)



LE SIÈGE DE PARIS. — Intérieur d'une poudrière des remparts, — Casemate de l'artificier. — (Dessin d'après nature de M. Lalanne.)





LA RÉSISTANCE DE PARIS. — Composition et dessin de M. Edmond Morin.

val M. Flourens, suivi de ses cinq cents tirailleurs qui défilent la crosse en l'air. Un officier supérieur de la garde nationale vient annoncer que la levée en masse est décrétée. La foule applaudit et se rue sur les portes qu'elle cherche à enfoncer. Celle de l'entrée du milieu cède et l'Hôtel-de-Ville est envahi. Les maires des vingt arrondissements de Paris, qui délibéraient, sont obligés de se retirer. La salle est prise d'assaut et un bureau se constitue, composé de MM. Félix Pyat, Delescluze, Tibaldi, Flourens, Mottu. On proclame la Commune. Des morceaux de papier roulés sont lancés sur la place. Ils portent la liste des élus : Dorian, président; Schœlcher, Pyat, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Victor Hugo, Martin Bernard, Greppo, Delescluze, Mottu, Flourens, Blanqui.

Pendant que la Commune se constituait dans la salle du conseil municipal, l'ancien cabinet des préfets de la Seine, aujourd'hui réservé aux délibérations du Gouvernement, est forcé et envahi. MM. Trochu, Jules Favre, Dorian, Garnier Pagès, Jules Simon, Jules Ferry, le général Tamisier, Magnin, sont là autour du bureau.

Flourens, entré à la tête de nombreux citoyens, déclare les membres du Gouvernement frappés de déchéance et leur demande leur démission écrite. Les uns protestent, les autres consentent à parler, ceux-ci sourient tristement, ceux-là ironiquement. Le tumulte va grandissant, le désordre est à son comble. Flourens met des sentinelles aux portes, fait évacuer la salle et garde à vue les membres du Gouvernement qu'il déclare ses prisonniers.

Neuf heures du soir sonnent au campanille et la scène change de face. Le 106<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale, clairon en tête, entre dans l'Hôtel-de-Ville, gravit l'escalier, pénètre dans la salle du Trône, dans la salle du Zodiaque, réclamant le général Trochu, qui, enlevé par un colosse, le concierge du *Moniteur Universel*, est apporté au milieu de ses libérateurs.

Jules Simon, Jules Ferry et Magnin profitent du désordre pour gagner les souterrains de l'Hôtel et sortir. Jules Favre, Garnier-Pagès et le général Tamisier sont toujours gardés à vue par les tirailleurs de Flourens.

Sur la place, garnie de mobiles et de bataillons de gardes nationaux, on entend les cris de : A bas la Commune!

Les mobiles bretons et les gardes nationaux du 203<sup>e</sup> bataillon font évacuer l'Hôtel municipal et défilent les membres du Gouvernement, qui peuvent enfin sortir. Il était deux heures du matin.

une vengeance facile, il est vrai, mais enfin ce qui est une vengeance.

Pourtant, c'était un bon homme, ce Turpin. Il n'aurait pas décapité un hanneton. Il faisait souffrir ses pensionnaires, mais il les aimait. Son plaisir, sa joie, étaient de leur faire peur, mais voilà tout; de les effrayer avec sa barbe, avec ses gros yeux, avec son coutelas, mais voilà tout. Il les respectait, il les admirait, — et son âme saignait bien plus que la leur quand il ne pouvait pas leur donner du bouillon gras.

Quelquefois aussi (c'est toujours Florence qui raconte), Turpin ressentait des mouvements d'orgueil en se disant : « Ils ont besoin de moi ! Je suis leur providence à ces fiers mortels, si vains de leurs aïeux ! C'est moi qui les conserve quelques années de plus ; je suis l'embaumeur de la postérité ! »

Mais ses pensionnaires le connaissaient mieux qu'il ne se connaissait lui-même ; ils savaient son bon cœur et ils excusaient ses travers.

Le dîner se continua sans incident remarquable, sauf une harangue que crut devoir adresser le majordome Turpin aux assistants :

— Jusques à quand, s'écria-t-il, grands de la terre, abuserez-vous de ma patience ?...

— Oui, oui, murmura l'abbé ; donnez-moi du romage, citoyen.

Le majordome le foudroya du regard.

— Vous, citoyen Greuze, quand est-ce que vous me payerez ?

Greuze sourit et répondit :

Le général Trochu, suivi d'un nombreux état-major, passe en revue et remercie vivement les bataillons amenés par M. Jules Ferry, et que le rappel, battu dans tous les quartiers de la ville, avait mis sur pied dans cette fameuse nuit du 31 octobre.

*Le vote plébiscitaire. — Sa proclamation à l'Hôtel-de-Ville.* — Le lendemain, le Gouvernement faisait afficher une proclamation dans laquelle il qualifiait de grand scandale l'envahissement de l'Hôtel-de-Ville, et se félicitait d'avoir pu éviter, à force de patience et de mansuétude, un conflit sanglant. « C'est là un grand bonheur, nous disait-il, mais de pareilles aventures ne peuvent se renouveler. » Il mentionnait en outre la proposition d'un armistice faite aux belligérants par les quatre grandes puissances, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie. Il annonçait enfin qu'il allait, sous deux jours, consulter la population de Paris tout entière sur la question de savoir si elle voulait pour Gouvernement MM. Blanqui, Félix Pyat, Flourens et leurs amis, renforcés par une Commune révolutionnaire, ou si elle conservait sa confiance aux hommes qui ont accepté le 4 septembre le périlleux et douloureux devoir de sauver la patrie.

« La population de Paris maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale ? » Telle était dans sa netteté et dans son honnêteté la question à laquelle le peuple, assemblé dans ses comices le 3 novembre, avait à répondre.

Après l'échauffourée du 31 octobre, le Gouvernement de la défense nationale, proclamé le jour de l'avènement de la République, ne pouvait se raffermir qu'en demandant au peuple de Paris la consécration de ses pouvoirs. Il s'est adressé à ce peuple, et ce peuple, par

557,996 Oui contre  
62,638 Non,

a affirmé sa confiance en ceux qu'il s'était choisis, et sur lesquels il compte pour mener à bonne et énergique fin sa lutte contre le Prussien envahisseur.

Le lendemain du vote, la salle Saint Jean, à l'Hôtel-de-Ville, était ouverte à deux battants, et la foule qui s'y pressait était énorme.

Une estrade, surmontée du buste de la Liberté, était dressée dans le fond et occupée par M. Étienne Arago, maire de Paris, par MM. Hérisson et Clamageran, adjoints, et le secrétaire général Jules Mahias.

Dix-huit maires et adjoints des municipalités de

Paris, ainsi que M. Dauvergne, chef de bataillon de la mobile de l'Indre, avaient pris place sur les autres fauteuils.

A dix heures du matin, le maire de Paris a proclamé les résultats généraux du vote plébiscitaire et remercié le peuple parisien de sa nouvelle marque de confiance pour le gouvernement de la défense nationale. Il a terminé sa courte allocution par ces mots : « Nous pouvons donc tous nous écrier : Vive la France ! Vive la République ! »

*La visite au tombeau de Cavaignac.* — La veille de ce grand acte, le peuple de Paris s'était préparé à l'accomplir en donnant un souvenir à ceux qui ne sont plus. C'était le 2 novembre, le jour des Morts. Aujourd'hui que la mort est plus près de nous tous, la solennité de cette fête nous apparaît plus touchante. Bien des nôtres sont déjà tombés sous les balles prussiennes, bien des nôtres y tomberont encore. Qui nous dit que notre tour ne viendra pas demain, ce soir, dans une heure ? Il est sain aujourd'hui de se familiariser avec la tombe et de la regarder sans peur, comme on marchera contre l'ennemi de la patrie. Plus que cette année, jamais peut-être l'affluence n'avait été aussi grande aux cimetières de Paris. A Montmartre, à la nécropole du nord, les allées étaient encombrées d'une foule recueillie, allant jeter à quelqu'un des siens une couronne, quelques fleurs. Les absents n'avaient pas tort ce jour-là. On les chérissait plus que jamais. Les parents et les amis avaient leurs témoignages de regrets et on se sentait plus près d'eux. Les grands citoyens, eux aussi, ont vu leur tombe couverte de violettes et d'immortelles. La patrie en danger grandissait leur ombre, et on sentait le besoin, dans le péril suprême qui nous étreint, de se hausser le cœur à la hauteur de leur courage. La dalle de marbre sur laquelle repose la statue couchée de Godefroy Cavaignac, journaliste et soldat, était devenue un lieu de pèlerinage pour Paris républicain. On se pressait autour de ce bronze si énergiquement modelé par Rudde, et bronze et marbre disparaissaient sous les fleurs. On savait aussi que dans ce tombeau de famille reposait Eugène Cavaignac, le soldat citoyen de 48, l'honorable président de l'ancienne commission exécutive. Plusieurs discours ont été prononcés sur cette double tombe qui réunit les restes des deux frères dont les annales républicaines auront toujours à se glorifier. On admirait leurs vertus, on se rappelait leur courage, et l'on se disait tristement, en jetant un regard sur les bastions voisins hérissés de

A la *sain'te-asperge* ou à la *sain't-navet*, si vous aimez mieux.

— Et vous, citoyen Laujon ?

— Moi !

— Oui, vous.. Croyez-vous me payer avec des faridondaine et des faridondé ?

— Eh mais ! pourquoi pas ? répondit le chansonnier ; j'ai bien payé le gouvernement avec cela.

— Cela le regarde, mais mon boucher n'échange pas ses aloyaux contre des rimes. Quant à vous, mademoiselle...

C'était à Carline qu'il s'adressait.

— Qu'est-ce que vous me direz à votre tour ? lui demanda-t-il.

— Que voulez-vous que je vous dise, mon cher ? répondit-elle ; je ne sais que chanter. Désirez-vous une arlette ?

Turpin poussa un soupir désolé.

Il courut aux époux Ramponneau.

— Hé ! leur cria-t-il dans l'oreille.

M. Ramponneau leva la tête.

— Qu'est-ce que vous demandez ? balbutia-t-il.

— De l'argent ! hurla le majordome.

M. Ramponneau demeura impassible.

— Pas bon, murmura-t-il ; pas de soupe... mauvais... bien mauvais...

Et son épouse de répéter avec lui :

— Mauvais dîner... mauvais...

— De l'argent ! répéta Turpin sur la note la plus aiguë de la désespérance.

— Merci, je n'en ai pas besoin, répartit l'ex-roi de la Courtille.

— Citoyens, je serai obligé de fermer mon établissement ! s'écria Turpin exaspéré.

Les convives se levèrent.

Chacun gagna le mur, pour s'en aller dans leurs logements, situés la plupart aux alentours.

Greuze habitait un petit appartement au Louvre, qu'il devait à la générosité de Bonaparte; Laujon avait une chambre dans la rue Saint-Honoré.

Le reste, abbés et marquis, perchaient sur la branche du hasard.

— L'étrange soirée que vous m'avez fait passer là ! dis-je à Florence, une fois que nous fûmes dehors.

## VI

EXTRAIT DE L'INTERROGATOIRE DU SIEUR  
CHANVALLON

(On a supprimé de cet interrogatoire tous les détails qui pouvaient faire longueur.)

*Demande.* — Savez-vous pourquoi l'on vous a arrêté ?

*Réponse.* — Pas du tout.

*D.* — Vous êtes accusé d'avoir fait partie d'une société secrète et d'avoir trempé dans un complot contre la vie du Premier Consul.

Silence du sieur Chanvallon.

*D.* — Convenez-vous de ces faits ?

*R.* — Je nie tout au moins énergiquement le second.

*D.* — Vous aurez des preuves à produire.

canons : « Ils ne sont plus, ceux-là dont l'épée fut si vaillante, dont le courage tenait en si grand respect nos ennemis. »

De ce pèlerinage au tombeau de nos grands citoyens, on revenait triste, mais on s'était retrempe au souvenir de leur vie toute donnée pour la gloire de la patrie. On se retrouvait plus fier, et en se rappelant leur grand courage, on se prenait à dire : Ne désespérons pas de la France.

MAXIME VAUVERT.

## M. THIERS ET M. JULES FAVRE

### L'ENTREVUE DE SÈVRES.

M. Thiers, arrivé à Sèvres hier matin, à neuf heures quarante-cinq minutes, a eu, au pont de Sèvres, une entrevue avec M. Jules Favre, en présence de M. le général Ducrot, qui avait accompagné M. le ministre des affaires étrangères. Voici, de visu, les détails authentiques de ce qui s'est passé.

A neuf heures quinze minutes, une calèche fermée, attelée de deux chevaux bais, arrivait à la première barricade établie à la tête du pont de Sèvres et qui forme le point extrême de notre ligne. Sur la banquette du fond et à gauche était M. Jules Favre, ayant à ses côtés M. le général Ducrot; sur la banquette de devant, un officier d'état-major. Un commandant de la garde mobile occupait le siège, à côté du cocher.

Immédiatement, une sonnerie de clairon s'est fait entendre, et un sous-officier du 26<sup>e</sup> régiment de marche s'est avancé, porteur du drapeau parlementaire, devant l'arche du pont qui est coupée. Au même moment aussi, un hussard prussien, porteur du même drapeau, s'avancait de l'autre rive entre deux officiers allemands, et s'arrêtait, comme pour attendre ou pour avertir.

MM. Jules Favre et le général Ducrot descendirent de voiture, et se promènèrent de long en large, pendant à peu près un quart d'heure. M. Jules Favre était en longue redingote noire et en grandes guêtres; M. le général Ducrot, en tenue de campagne, képi, bottes hautes et capote grise enveloppant tout l'uniforme.

Pendant qu'ils arpentaient en causant le chemin qui va de la berge droite du fleuve à la ferme qui fait le coin du pont de ce même côté, et qui s'étend jusqu'à la petite montée qui va du port au quai,

un mouvement se manifestait sur la rive gauche, au point correspondant de l'autre tête du pont.

A neuf heures vingt minutes, une sonnerie nouvelle partait du poste prussien qui est au-devant de la manufacture de Sèvres, et un personnage en habit de ville, fort corpulent et de haute taille, se présentait à son tour sur le bord de la Seine, en compagnie du premier parlementaire et des deux officiers prussiens dont nous avons parlé, et dont nous avons pu distinguer la tenue, qui est celle de la cavalerie.

A l'instant, un petit canot peint en vert et conduit par deux soldats de la ligne se détachait de la rive française et se dirigeait vers la rive prussienne. Un petit monsieur apparaissait en même temps, échangeait quelques paroles avec l'Allemand de grande stature, qui paraissait l'avoir précédé et lui servir de guide, et, tout en causant sous les grands peupliers qui bordent la Seine à cet endroit, se dirigeait vers le canot, où il entra en compagnie des deux officiers prussiens.

Nous suivions avec une attention pleine d'anxiété le canot rapidement emporté vers la rive où nous nous trouvons. Les personnes qui l'occupent continuent à converser, et dans le plus petit des deux interlocuteurs que nous avons aperçus causant sous les arbres, nous reconnaissons M. Thiers, à la rencontre de qui descendent sur la berge M. Jules Favre et le général, le premier visiblement ému.

Le canot va toucher terre. Au moment où il aborde, un mouvement trop brusque des rameurs manque de chavirer l'étroite et frêle embarcation et M. Thiers est renversé sur le banc.

Cette alerte ne dure que quelques secondes; MM. Jules Favre et Ducrot sont accourus et ont aidé M. Thiers à sauter sur la berge, où ils l'accueillent avec la plus cordiale et la plus vive déférence.

L'illustre homme d'État, un peu vieilli et amaigri, porte son mac-farlane habituel, un waterproof noir, son chapeau gris garni d'un crêpe, et s'appuie sur une canne d'épine blanche; il tient une liasse de papiers à la main.

Après un échange de démonstrations affectueuses, les trois acteurs de cette scène, d'autant plus émouvante qu'elle est plus simple et plus dénuée de spectateurs, se promènent en causant avec animation. Le canot est retourné sur la rive gauche, mais sans ramener au camp prussien le personnage de haute taille, dont nous avons pu entrevoir la figure, qui est tres-colorée, ornée d'une barbe touffue et indiquant cinquante ans à peu près. Il est accompagné d'un monsieur plus jeune, portant favoris et moustaches.

L'un et l'autre, au moment où le canot avait accosté, avaient échangé quelques paroles avec M. Jules Favre, qui leur avait rendu leur salut avec beaucoup de courtoisie.

Quelques minutes se passent encore. M. Jules Favre appelle un officier de la garde mobile qui stationne devant la barricade tête de pont, et lui remet un paquet de papiers.

La promenade continue et la conversation paraît assez animée, surtout entre M. Thiers, qui gesticule vivement avec sa canne, et M. Jules Favre. Ils forment un groupe séparé de vingt pas à peu près des autres personnes. Les deux messieurs allemands suivent de loin et s'arrêtent de temps à autre comme pour étudier le paysage.

M. le général Ducrot, qui a allumé un cigare, reste comme immobile sur l'extrême berge et regarde le fleuve. Tous paraissent évidemment attendre le retour de l'estafette que M. Jules Favre a expédiée à Paris.

M. le général Ducrot les interpelle avec force et leur ordonne de quitter la place, qui n'est, dit-il, ni la leur, ni celle de personne en un pareil moment.

Forcé de nous retirer, nous avons laissé, après deux heures d'observation, ces messieurs au bord du fleuve, et nous sommes rentré à Paris, ignorant si M. Thiers était revenu ou retourné à Versailles. Le bruit a couru, dans la journée, que M. Jules Favre s'était rendu à son tour dans cette ville; mais nous ne saurions l'affirmer, ne garantissant et ne voulant garantir que l'authenticité des détails dont le hasard nous a rendu témoin oculaire.

(Le Figaro.)

## ARMISTICES ET SUSPENSIONS D'ARMES

On parle beaucoup, en ce moment, d'*armistices*, de *suspensions d'armes*, et, — comme cela arrive souvent dans la vie, — on se rend très-peu compte de la signification précise de ce dont on parle tant.

Mettons un peu d'ordre, — si vous voulez, — dans les idées, et définissons ces deux mots.

Les *armistices* sont des conventions par lesquelles les Etats belligérants conviennent de mettre fin aux opérations militaires *tout entières*.

Les *suspensions d'armes* sont des mesures exclusivement militaires, qui interrompent les hostilités partiellement, sur certains points donnés ou entre certains corps de troupes déterminés.

Ce qui caractérise donc les *armistices*, c'est d'être

R. — Bien entendu.

D. — Reste le premier chef d'accusation : votre affiliation à une société secrète. Comment la justifiez-vous ?

R. — Je ne la justifie pas.

D. — C'est de la franchise... Quels sont vos motifs, particuliers ou autres, de mécontentement contre le gouvernement ?

R. — Je n'en ai aucun.

D. — Alors, c'est à la personne elle-même du Premier Consul que vous en voulez ?

R. — Pas davantage.

D. — Dans ce cas, pourquoi avez-vous conspiré ?

R. — Je n'ai pas conspiré... j'ai regardé conspirer, ce qui est bien différent.

D. — Le persiflage est hors de propos, je vous en avertis.

R. — Je suis loin de persifler, soyez-en convaincu; je ne fais que répondre exactement aux questions qui me sont adressées.

D. — Comment espérez-vous faire admettre que vous n'avez pris aucune part aux actes d'une société dont vous étiez membre ?

R. — Parce que je ne suis devenu membre de cette société qu'à mon corps défendant, par hasard, en passant.

D. — En passant ?

R. — Oui... un soir de l'hiver dernier.

D. — Expliquez-vous.

R. — Je ne demande pas mieux. Je regardais les caricatures aux vitres du marchand d'estampes de la rue du Coq, lorsqu'un homme s'approcha de

moi, et, après m'avoir examiné, me dit à voix basse : « C'est bien... Rien à faire pour aujourd'hui... Trouvez-vous demain ici à la même heure. » Et il s'éloigna rapidement.

D. — Connaissez-vous cet homme ?

R. — C'était la première fois que je le voyais. Il était évident qu'il s'était trompé et qu'il m'avait pris pour un autre. J'aurais dû oublier cette méprise, mais la curiosité me ramena le lendemain au même endroit. J'y vis mon particulier, qui, sans avoir l'air de me reconnaître, murmura à mon oreille : « Suivez-moi à six pas. »

D. — Vous le suivîtes ?

R. — J'ai toujours eu du temps à perdre. Il me conduisit jusque dans la rue Saint-André-des-Arcs. Là, il s'arrêta sur le seuil d'une allée obscure, et, se retournant, il me fit un signe. Je le rejoignis. Nous traversâmes une cour, nous montâmes au premier étage, et nous nous trouvâmes dans une grande chambre, où une trentaine d'individus étaient rassemblés et assis sur des bancs. Mon compagnon me fit prendre place à côté de lui. Je crus être tombé dans une réunion maçonnique. Trois personnes composaient le bureau; une d'elles annonça qu'on allait procéder à l'appel des membres présents. Ce appel se faisait par chiffre. « Numéro 4 ! » disait le président, et le numéro 4 se levait. Lorsqu'on en arriva au numéro 9, mon compagnon me dit en me poussant le coude : « Levez-vous donc ! » J'obéis machinalement; mais en ce moment une autre personne se leva en même temps que moi. Une rumeur de surprise courut à travers

l'assemblée. Nous étions deux numéros 9. Immédiatement, nous nous regardâmes l'un l'autre, et un même cri nous échappa. Notre ressemblance était prodigieuse.

D. — Est-ce possible ?

R. — L'assemblée s'émut; le président, flairant quelque supercherie, nous interrogea tour à tour. Les réponses de l'autre numéro 9 furent satisfaisantes, il n'en fut pas ainsi de moi, vous le comprenez.

D. — Parfaitement.

R. — J'avouai ingénument que le hasard seul m'avait conduit en cet endroit; j'invoquai le témoignage de mon introducteur. On m'écoutait avec méfiance; rien ne garantissait que je n'étais pas un espion. Ma situation était périlleuse. Je mis en avant mes relations au Théâtre-Français; cela parut agir sur quelques-uns. On convint d'aller aux renseignements; mais, en attendant, je dus demeurer prisonnier. On me banda les yeux et on me conduisit dans un autre corps de logis, à ce que je supposai, où je restai enfermé pendant vingt-quatre heures.

D. — Seul ?

R. — Non. On m'avait donné pour compagnon de captivité l'autre numéro 9, le vrai.

D. — Sans doute dans le but de vous faire parler.

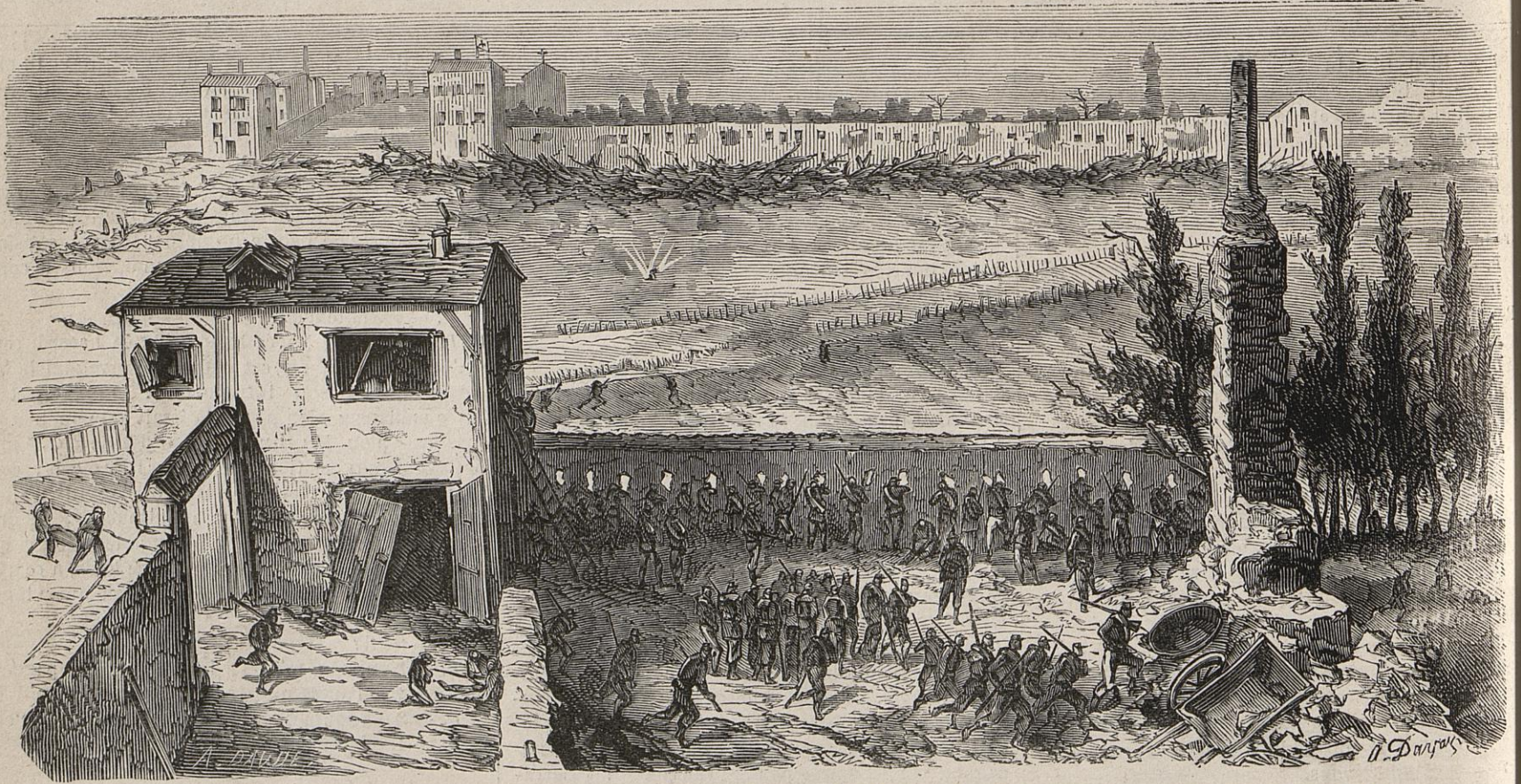
R. — Évidemment. Je ne m'y mépris point.

CHARLES MONSELET.

(La suite au prochain numéro.)



PARIS ASSIÉGÉ. — Proclamation sur la place de l'Hôtel-de-Ville au vote plébiscitaire du 3 novembre 1870.



La suiflerie du Bourget occupée par les francs-tireurs de la presse et les amis de la France, de onze heures à trois heures, le 29 octobre 1870. (Dessin de M. Darjou.)

nombre de semaines, par exemple, de mois, d'années, ou jusqu'à l'expiration d'un

de la guerre et pour tous les États belligérants, ainsi que pour leurs res-

nombre de semaines, par exemple, de mois, d'années, ou jusqu'à l'expiration d'un terme fixé; — soit pour une durée indéterminée, — jusqu'à la dénonciation de l'armistice, par exemple.

Comme les conventions d'armistices sont ordinairement conclues pour un temps assez long et qu'elles sont destinées à préparer la paix, elles doivent, dans la règle, être ratifiées par le plus haut pouvoir de l'Etat.

Quant aux simples suspensions d'armes, elles n'ont besoin d'aucune ratification pour devenir exécutoires.

Les armistices ont des effets essentiellement négatifs.

Ils suspendent la guerre. Plus de combats. Le feu cesse.

Toute attaque est interdite.

On ne doit pas pénétrer



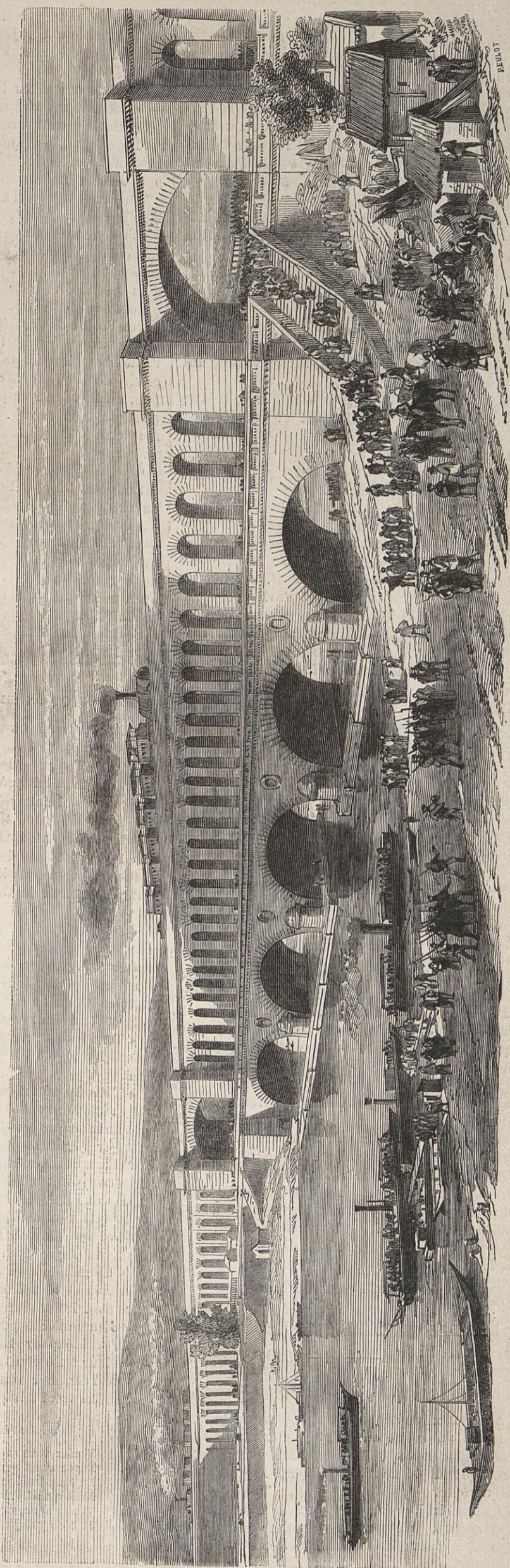
Fort de Romainville. Le Bourget. Clocher d'Aubervilliers. La Courneuve.  
LE SIÈGE DE PARIS. — Vue des environs du Bourget prise du chemin de fer de Soissons. — (Dessin d'après nature de M. H. Clerget.)

combatoires sur tout le théâtre de la guerre et pour tous les Etats belligérants, ainsi que pour leurs ressortissants; de s'appliquer à tout le territoire, comme à la pleine mer; d'arrêter, en un mot, les opérations de guerre partout où le pouvoir des Etats qui les ont conclus se fait sentir;

Tandis que les suspensions d'armes ne produisent d'effets que dans le territoire désigné par la convention ou indiqué d'avance par les circonstances, et pour les troupes qui se trouvent ou se rendent sur ce territoire.

Il est bon de remarquer que les armistices ne sont pas la paix, mais qu'ils suspendent complètement la guerre et qu'ils constituent une préparation sérieuse à la paix.

Ils peuvent être convenus soit pour une durée déterminée, — un certain



LA DÉFENSE DE PARIS. — Aspect du viaduc du Point-du-Jour, dernière station des bateaux omnibus en aval de Paris. — Barrages de la Seine. — (Dessin d'après nature de M. Provost.)

plus avant dans le territoire occupé par l'ennemi.

Voilà pour les mouvements *offensifs*.

Mais les mesures *défensives*, dans quelles limites doit-on s'en abstenir ?

Voici la règle :

Chaque partie est autorisée à faire, pendant l'armistice, et sur le territoire qu'elle occupe, *tout ce qu'elle aurait le droit de faire en temps de paix*, à l'exception des opérations militaires que l'ennemi pourrait empêcher si la lutte durait encore.

Ainsi donc :

Défense absolue de chercher à occuper ou à fortifier une position que l'adversaire eût défendue si la lutte eût continué ;

Défense de réparer les brèches ouvertes, dans le cas où l'assaut n'aurait été différé qu'à cause de l'armistice ;

Défense de construire de nouveaux ouvrages ;

Défense de faire entrer, dans la ville assiégée, de nouvelles troupes que, sans l'armistice, l'assiégeant eût cherché à écarter.

Mais — à la condition que ce soit loin du théâtre de la guerre, — faculté complète et entière pour chacun des belligérants :

De lever de nouvelles troupes ;

De les concentrer ;

De préparer des armements.

Ces levées nouvelles, ces concentrations de troupes, ces préparations d'armements ne sont point interdites, puisque l'ennemi n'aurait pu s'y opposer si les hostilités eussent continué.

Nous arrivons ici au point délicat, au chapitre intéressant; les curieux nous ont deviné déjà : il s'agit de savoir si les habitants peuvent circuler librement entre les deux armées pendant l'armistice.

Il n'y a pas de réponse générale à faire sur ce point.

Tout dépend, en effet, soit des circonstances dans lesquelles l'armistice a été conclu, soit du but que les contractants ont eu en vue, soit de la décision des chefs militaires.

Nous dirons cependant que, si les termes de la convention d'armistice ne sont pas formels à cet égard, ou s'ils sont équivoques, la liberté de circuler se présume, lorsque l'armistice a été conclu pour un temps suffisamment long.

Mais nous ajouterons, par contre, que des considérations militaires s'opposent, en général, à la reprise des relations entre les territoires occupés par les troupes ennemies, lorsqu'il s'agit d'une simple *suspension d'armes* ayant un but purement spécial et momentané.

Il est clair que la solution devra être favorable à la circulation lorsque l'armistice — tel que celui qui interviendra, dit-on, entre la France et la Prusse, — aura pour objet de permettre à l'un des pays belligérants de procéder à des élections législatives, pour se reconstituer politiquement.

La mise en mouvement du corps électoral dans toute la France exigera nécessairement une circulation de personnes, d'écrits, de communications de diverses sortes, qui donnera à l'armistice une ressemblance heureuse avec la paix.

N'oublions pas, du reste, que si l'armistice n'est point la paix, il en est du moins l'agréable avant-coureur, ce qui doit porter à l'interpréter dans le sens le moins vexatoire et le moins restrictif.

P. PRADIER-FODÉRÉ.

(La France.)

## LES MÉMOIRES DE LA RÉPUBLIQUE

DAVID

Après avoir consacré aux mémoires du temps de l'empire une suite de notes et d'extraits que les lecteurs du *Monde illustré* ont bien voulu goûter, j'entreprends la même tâche pour l'époque de la République.

Aujourd'hui, comme toujours, je procéderai sans ordre aucun, cherchant de préférence ce qui est peu connu; n'observant aucun ordre dans le choix de mes annalistes; laissant aux opinions les plus oppo-

sées le soin de se contrôler l'une par l'autre; me bornant à bien faire juger de l'intérêt de chaque relation par des extraits proportionnés à son importance.

Je commencerai par l'abbé ou le citoyen David; — on ne sait pas au juste.

Ce David paraît inconnu aux biographes. Qué-rard seul, dans la France littéraire, lui donne le titre d'abbé et la paternité d'un poème burlesque paru sous la Restauration sur *l'Ogre de Corse*.

Toujours est-il qu'il n'est point l'abbé David, mais bien le citoyen David, dans le livre que nous avons sous les yeux et qui porte pour titre : *Campagne du général Pichegru en Hollande d'après les livres d'ordre des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse*. (Paris, 1799, in-8°, chez Desenne, au Palais-Égalité.)

Comment l'abbé citoyen a-t-il pu consulter les livres d'ordre de l'armée de Pichegru ?

Nous avons l'explication du fait à la page 223, où l'auteur explique sa présence à l'armée par la nécessité de fuir la fureur des Jacobins. « Je n'avais pris, dit-il, aucun emploi militaire, parce que ce n'est pas mon métier. J'étais donc là comme parent et ami du général Souham et comme observateur. »

Ces quelques mots d'explication m'ont fait accorder une certaine attention au livre. Souham était l'un des chefs les plus intrépides de l'armée républicaine, et, sans être fort remarquables, les récits de son parent donnent sur cette armée quelques notions utiles. Nous les croyons vraies, parce que la date de leur publication (1799) était trop rapprochée des événements pour que David s'exposât trop aux contradicteurs.

Ceci une fois dit, voici les extraits qui nous ont paru les plus curieux dans son ouvrage :

### CE QU'ON CHANTAIT A L'ARMÉE

« Dans le temps où une partie des Parisiens exigeoient qu'on ne chantât que le Réveil du peuple, et l'autre, l'hymne des Marseillais; dans le temps enfin où l'on étoit prêt à s'égorger pour des chansons, ceux qui demandoient la *Marseillaise* disoient qu'elle avoit conduit nos troupes à la victoire et qu'elles n'alloient jamais au combat sans la chanter.

« Je proteste que dans les charges on n'entend d'autre musique que le *poun poun* lugubre du tambour et qu'on ne s'amuse pas là à chanter des chansons.

« Dans les camps, lorsqu'on étoit un peu tranquille, les soldats chantoient quelquefois la *Marseillaise* et *Veillons au salut de l'Empire*. Ils chantoient aussi avec plaisir le *Réveil du peuple*, parce qu'ils détestoient pour le moins autant les assassins de leurs parents et de leurs amis que les royalistes.

« Tous les journaux étoient remplis de chansons patriotiques; mais il y en a peu qui aient été chantées.

« Tous les ouvrages lyriques de Chénier y ont été exactement envoyés; mais ils n'y ont pas plus fait fortune que les *drelins*, *drelins* de Gueffroi. Les militaires chantoient plus volontiers une chanson bachique et en même temps guerrière qui n'enflammoit point le fiel des partis. Ces couplets, dont je ne connois pas l'auteur, sont bien faits, et le goût que nos soldats avoient pour les chanter prouve que les chansons simples, naturelles et d'une musique facile et harmonieuse plaisent à plus de monde que ces grands élans forcés où le musicien et le poète semblent s'être mis à la torture pour les produire.

« Comme j'écris pour les soldats, et qu'ils ont un goût décidé pour les couplets dont j'ai parlé, je crois leur faire plaisir en les transcrivant ici. Ils en savent l'air, mais souvent ils en changent les paroles. Les voici tels qu'ils doivent être chantés :

#### Couplets bachiques et guerriers.

Voulez-vous suivre un bon conseil ?  
Buvez avant que de combattre;  
De sang-froid je vaux mon pareil,  
Mais quand j'ai bien bu, j'en vaux quatre.  
Versez donc, mes amis, versez,  
Je n'en puis jamais boire assez. (Bis.)

Ma foi! c'est un triste soldat  
Que celui qui ne sait pas boire;

Il voit les dangers du combat,  
Le buveur n'en voit que la gloire.  
Versez donc, etc.

Comme ce vin tourne l'esprit,  
Comme il vous change une personne!  
Tel qui tremble s'il réfléchit,  
Fait trembler quand il déraisonne.  
Versez donc, etc.

Cet univers, ah! qu'il est beau!  
Mais pourquoi, dans ce grand ouvrage,  
Le Seigneur a-t-il mis tant d'eau?  
Le vin me plairoit davantage.  
Versez donc, etc.

S'il n'a pas fait un élément  
De cette liqueur rubiconde,  
Le Seigneur s'est montré prudent :  
Nous eussions desséché le monde.  
Versez donc, mes amis, versez,  
Je n'en puis jamais boire assez. (Bis.)

### LES CAPRICES DE LA MITRAILLE

« Le lendemain de l'affaire de Courtrai, je fus me promener sur le champ de bataille avec le général Duverger. Nous aperçûmes une petite maison criblée de boulets et percée d'un obus. Nous y entrâmes, et nous y trouvâmes tous les éclats de l'obus. Le propriétaire nous dit qu'il avoit éclaté dans le moment où lui, sa femme et ses trois enfants étoient couchés par terre, et que personne n'avoit été blessé, ce qui est bien surprenant, car cette baraque n'avoit pas plus de douze pieds en quarré.

« Dans une autre occasion, un obus tomba au milieu d'un escadron de carabiniers rangés en bataille; il tomba juste entre deux cavaliers, et éclata sous le ventre des chevaux, sans en blesser aucun. C'est le chef d'escadron Borel qui a raconté ce fait, en présence de plusieurs de ses camarades, qui ne l'ont pas contesté. Tout cela est incroyable; mais, à la guerre, il y a des coups tout à fait merveilleux, et on ne peut s'empêcher d'admettre une Providence directrice, qui étonne quelquefois et paroît prendre plaisir à se jouer de l'humanité.

« Pendant le siège d'Ypres, un obus tomba sur le sac d'un soldat du deuxième bataillon de la Cor-rèze, coupa les bretelles et cassa un pot de beurre que ce volontaire avoit au-dessus de ses hardes. Il éclata derrière lui sans le blesser. Ce soldat, qui étoit Limousin, ne parut point effrayé du danger; mais, jetant les yeux sur son sac, il s'écria dans son patois : — Ah! grand Di! mon toup! de burrè! De qué farai yau mo soupe? Ce qui signifie : Ah! grand Dieu! mon pot de beurre! Avec quoi ferai-je ma soupe?

### LA PLAISANTERIE AU COMBAT

« Gaspard Thieri, colonel du neuvième d'hussards, avoit été à la découverte avec son régiment. Il avoit embusqué des tirailleurs dans des ravins qu'il laissoit derrière lui. Son intention étoit de fuir devant l'ennemi pour l'attirer dans cette embuscade. En conséquence, ses hussards avoient ordre de le provoquer par les injures d'usage. Ils traitèrent les troupes ennemies d'esclaves des tyrans, etc. Celles-ci qualifièrent nos hussards de *mangeurs de papier*, de *régicides*, de *fondeurs de cloches*, etc. Elles se doutèrent pourtant du tour et ne voulurent pas mordre à l'hameçon. Un de nos hussards, impatienté, s'avance au galop très-près de l'ennemi et abat un cavalier d'un coup de pistolet. Nos adversaires, sans chercher à se venger de cette témérité, se mirent à crier : *Bravo! mention honorable! insertion au Bulletin!*

### UNE LETTRE D'ÉMIGRÉ

« Il étoit rare que les émigrés se laissassent prendre vivants, surtout en grand nombre; cependant, l'affaire de Pufflech, la brigade de Jardon prit soixante-six militaires de la légion de Rohan, dont la plupart furent convaincus d'émigration et condamnés à être fusillés. Il y en eut un du département du Pas-de-Calais qui déclara n'être sorti qu'à la dernière extrémité et pour éviter les fureurs de

Lebon. Il entendit prononcer son jugement avec le calme de l'innocence. Il demanda la permission d'écrire à son frère, et, sur-le-champ, il lui écrivit à peu près dans ces termes : « Mon frère, quand tu recevras ma lettre, je ne serai plus. Tu vendras mes équipages, tu payeras mes dettes et tu te serviras du reste pour subsister. Je t'exhorte à quitter le service; tu sais que je n'y étois entré qu'à la dernière extrémité et pour m'empêcher de mourir de faim. Le plus grand de tous les crimes est de prendre les armes contre sa patrie. Il n'y a donc pas de raison qui puisse y obliger un honnête homme. »

LORÉDAN LARCHÉY.

### Matinée littéraire de la Porte-Saint-Martin

Nous sortons de la matinée littéraire donnée à la Porte-Saint-Martin par la Société des gens de lettres, et dont le produit était consacré à l'achat d'un canon pour la défense nationale. La séance a été remplie par l'audition de quelques-uns des plus admirables morceaux des *Châtiments*, dits par l'élite des artistes de tous les théâtres. Le don était digne de l'œuvre : c'est bien un canon qui devait sortir de ce livre bouillonnant de colère, ardent de génie, où Victor Hugo a coulé des poèmes de bronze et d'airain.

Quel livre ! Le tonnerre y roule, des éclairs et des rayons en jaillissent. Aussi magnifique de forme qu'effréné de verve. On dirait le fouet des Euménides de la Grèce, manié par un prophète d'Israël. Tous les tons s'y mêlent et tous les modes s'y confondent : la corde d'airain y gronde sur la corde d'or; la risée y éclate sur le gémissement; le charbon d'Israël passe sur la lèvres crispées de Juvénal; le psaume qui monte vers le ciel heurte de l'aile l'anathème qui en tombe, comme un coup de foudre. Ici, ces imprécations rappelant ces iambes mortels d'Archiloque qui forçaient ceux qu'ils attaquaient à se pendre; là, des fragments épiques, des hymnes sublimes, des élégies d'une douceur ineffable, des morceaux exquis, sculptés comme des marbres, et qui servent encore de pierres de lapidation. Il n'y a rien de plus beau dans la langue et rien de plus grand.

Mais le temps nous manque : fermons vite ce livre redoutable, ses pages feuilletées nous emporteraient dans leur irrésistible courant. Ne le rouvrons rapidement qu'à celles que de grands artistes nous ont fait entendre aujourd'hui.

M. Jules Claretie, vice-président de la Société des gens de lettres, a ouvert la séance par une allocution pleine de chaleur et d'éclat. Il a lu une lettre éloquent de Victor Hugo, baptisant le canon que *Les Châtiments* vont forger, du nom de Château-dun, la petite ville héroïque, morte en couvrant le cœur de la France. Si l'âme du livre passait dans ce canon vengeur, ce serait la foudre qui en sortirait.

Après l'ouverture du *Freysschutz*, merveilleusement exécutée par l'orchestre de M. Padeloup, Taillade a dit, avec une vibrante énergie, le prologue de *L'Obéissance passive*, ces strophes retentissantes d'héroïsme, qui évoquent, comme à l'appel du clairon, les volontaires de 1792, déguenillés et superbes, battant l'Europe sous des drapeaux en haillons :

Et l'on voyait marcher ces va-nu-pieds superbes  
Sur le monde ébloui.

M<sup>lle</sup> Duguéret a déclamé ensuite, d'une voix un peu rauque, mais forte et stridente, la pièce : *A ceux qui dorment!* cette diane impétueuse qui secoue les lâchetés, réveille les torpeurs, et dont le rythme entraînant ressemble au battement précipité d'un rappel. — Quelle douceur navrante, quelle tristesse résignée, mais inconsolable, respire l'*Hymne des Transports!* On y entend comme des sanglots étouffés. C'est la prière du soir de l'exil, c'est le *Super Flumina* de la proscription. La Fontaine a fait pleurer ces stances désolées, dont le refrain s'évade vers la France cachée dans la brise qui souffle et sous les ailes des oiseaux.

Oiseaux qui passez, nos chaumières,  
Vents qui passez, nos sœurs, nos mères  
Sont là-bas, pleurant nuit et jour!  
Oiseaux, dites-leur nos misères!  
O vents! portez-leur notre amour!

La parabole de la *Caravane* est un des chefs-d'œuvre du livre. Passage des voyageurs dans le désert, traversée des siècles par l'Humanité, bêtes féroces et nocturnes rôdant autour des feux du bivac, crimes et mensonges guettant dans l'ombre l'Esprit humain endormi; puis le lion qui s'avance, le peuple qui surgit; un rugissement formidable faisant taire les hurlements de la nuit; une voix immense et profonde imposant silence aux cris de l'iniquité et aux murmures de la fraude : cette double marche, ce double symbole se déroulent en images d'une incomparable grandeur. M<sup>lle</sup> Lia Félix a dit ce morceau sublime avec cette admirable diction poétique qu'elle semble tenir de sa sœur Rachel. Elle y a été tour à tour solennelle et fière, ironique et grave, éclatante de colère couvée et d'indignation vengeresse. A la fin du dernier couplet, les applaudissements l'interrompaient à chaque vers.

C'est Frédéric-Lemaître qui s'est chargé de dire le *Souvenir du 4 Décembre*. Il a joué plutôt que récité cette poignante élégie; il en a fait un petit drame à deux personnages, où le gémissement désespéré de l'aïeule pleurant sur l'enfant mort répond au récit sévère et indigné du poète. Le grand artiste avait retrouvé l'inspiration pathétique de ses meilleurs jours. Victor Hugo a fait ce miracle de rallumer cette flamme qu'on croyait éteinte, de réveiller cette voix qui semblait tombée.

*L'Expédition* est à elle seule toute une épopée grandiose et sinistre; un effrayant éclat de rire la termine. Rien de terrible et rien de lugubre comme ces tragédies lentement déroulées, qui aboutissent à une infamante parodie. Vous diriez une caricature sculptée par Michel-Ange sur la dernière spirale de la colonne Trajane abattue. — Berton a parcouru sans faiblir ce vaste poème qui suit, à pas de géants, la marche au supplice de Napoléon.

Ce livre de guerre a des trêves; ce volcan lance parfois des fleurs. Comme l'*Enfer* de Dante, les *Châtiments* ont leurs oasis. Des chants de tendresse et de rêverie interrompent ses malédictions. Le contraste fait qu'on goûte mieux leur douceur. C'est le miel déposé par des abeilles sauvages, à triple dard, dans la gueule déchirée du lion de la Bible : il paraît meilleur que celui des ruches. Tel ce ravissant morceau de *Stella*, délicieusement soupiré par M<sup>lle</sup> Favart, et qu'on lui a fait répéter, comme on redemande une mélodie à une cantatrice :

Je m'étais endormi la nuit, près de la grève.  
Un vent frais m'éveilla, je sortis de mon rêve;  
J'ouvris les yeux, je vis l'étoile du matin;  
Elle resplendissait au fond du ciel lointain  
Dans une blancheur molle, infinie et charmante.  
Aquilon s'enfuyait emportant la tourmente;  
L'astre éclatant chargeait la nuée en duvet;  
C'était une clarté qui pensait, qui vivait.  
Elle apaisait l'écueil où la vague déferle;  
On croyait voir une âme à travers une perle...

Puisse cette étoile levée dans le ciel, comme sous le doigt tendu du poète, éclairer de son rayon matinal la résurrection de la France! — Le rire après l'enchantement : Coquelin a fait une saynète étincelante d'esprit et de feu comique des *Paroles d'un Conservateur à propos d'un Perturbateur*. C'était M. Prudhomme, en robe de rabbin, disant son fait, la plume du scribe Elizab sur l'oreille, à

... Ce vagabond qu'on nomme Jésus-Christ.

Après la *Joyeuse Vie*, âprement déclamée par M<sup>me</sup> Laurent, le public lui a réclamé les *Abeilles*. C'est la perle du livre, un joyau mortel comme la bague d'Annibal, mais un pur joyau. Le poète a mis la grâce d'une épigramme grecque dans cette satire acérée. Cette fois, comme Harmodius, il a caché son glaive sous des roses. Mais quelles flèches valent les aiguillons de ces abeilles immortelles! Elles me rappellent celles que les Sarrasins lâchaient autrefois, dans les batailles, d'un panier ouvert, sur leurs ennemis. Ils fuyaient devant l'es-saim courroucé, plus éperdus que sous les pierres des catapultes et le tranchant des épées.

L'hymne de *Patria*, adapté à un air de Beethoven, et chanté par M<sup>me</sup> Gueymard, a terminé cette belle séance, remplie d'un noble et pur enthousiasme. Pour Victor Hugo, elle a été un triomphe; celui du Génie rentrant dans la patrie, aux acclamations d'un peuple d'esprits. Les applaudissements passaient par dessus les chefs-d'œuvre qu'on venait d'entendre; ils s'adressaient à l'homme même, à ce Dante du siècle, si longtemps absent de sa gloire, et descendu enfin du rocher dont il a fait un phare éclatant.

PAUL DE SAINT-VICTOR.

(La Liberté.)

### UNE LETTRE DE VICTOR HUGO

Paris, 30 octobre 1870.

Mes honorables et chers confrères,

Je vous félicite de votre patriotique initiative. Vous voulez bien vous servir de moi. Je vous remercie.

Prenez les *Châtiments*, et, pour la défense de Paris, vous et ces généreux artistes, vos auxiliaires, usez-en comme vous voudrez.

Ajoutons, si nous le pouvons, un canon de plus à la protection de cette ville auguste et inviolable qui est comme une patrie dans la patrie.

Chers confrères, écoutez une prière. Ne donnez pas mon nom à ce canon. Donnez-lui le nom de l'intrépide petite ville qui, à cette heure, partage l'admiration de l'Europe avec Strasbourg qui est vaincu et Paris qui vaincra.

Que ce canon se dresse sur nos murs. Une ville ouverte a été assassinée, une cité sans défense a été mise à sac par une armée devenue en plein dix-neuvième siècle une horde; un groupe de maisons paisibles a été changé en un monceau de ruines; des familles ont été massacrées dans leur foyer.

L'extermination sauvage n'a épargné ni le sexe ni l'âge. Des populations désarmées, n'ayant d'autre ressource que le suprême héroïsme du désespoir, ont subi le bombardement, la mitraille, le pillage et l'incendie : que ce canon les venge!

Que ce canon venge les mères, les orphelins, les veuves; qu'il venge les fils qui n'ont plus de pères et les pères qui n'ont plus de fils; qu'il venge la civilisation; qu'il venge l'honneur universel; qu'il venge la conscience humaine insultée par cette guerre abominable, où la barbarie balbutie des sophismes.

Que ce canon soit implacable, fulgurant et terrible, et quand les Prussiens l'entendront gronder, s'ils lui demandent : Qui es-tu? qu'il réponde : Je suis le coup de foudre! et je m'appelle Château-dun!

VICTOR HUGO.

### CHRONIQUE MUSICALE

A LA PAIX.....

« A la paix on fera ceci. A la paix on fera cela. » N'est-il pas vrai que « à la paix » est devenu une locution usuelle, surtout depuis que nous sommes tout à fait à la guerre, à la levée en masse, et aux grandes exterminations d'ennemis? La loi des contrastes moraux le veut ainsi, et nous oblige à tourner notre esprit vers ce qui ressemble le moins aux pensées qui l'étreignent. D'ailleurs, comment s'empêcher de regarder devant soi et d'espérer en l'avenir quand le passé est si déplaisant à voir?

A la paix donc (à la paix non prochaine, hélas!) il est bien entendu que le génie français, retrempé dans l'héroïsme, prendra un lustre nouveau. Pour ce qui est de la musique, cet art si sensible et où se reflète inmanquablement ce qu'on pourrait appeler l'âme d'une époque, elle acquerra une vigueur et un sérieux qui lui ont fait défaut en ces dernières années de torpeur et de frivolité.

Croyez que ce ne seront point les théâtres lyriques qui nous manqueront. Et pendant que je suis en train de prophétiser, laissez-moi prévoir la mort des cafés-concerts, lesquels n'auront qu'à faire table rase de leur répertoire argotier et niais pour se changer en autant de théâtres où l'on pourra jouer l'opéra-comique à la grande joie des compositeurs des chanteurs et du public.

Voilà donc une quarantaine de salles tout aménagées et qui n'avaient besoin que d'être nettoyées des chansons saugre nues qu'on y débitait.

Quarante théâtres de plus ! Ne vous récriez pas sur le chiffre. Le Paris de la première République, qui ne renfermait que 600,000 habitants, comptait dix-sept théâtres lyriques. (Nous en avons donné la nomenclature dans une de nos dernières chroniques.)

Or ces dix-sept théâtres ont grandement servi la cause de la musique. Leurs portes, ouvertes aux auteurs, furent un encouragement donné à la production ; car il est évident que les lois qui régissent l'industrie des choses matérielles dominant aussi les travaux de l'esprit. Autrement, il y a d'autant plus d'usines pour fabriquer une marchandise qu'il y a plus de boutiques pour la vendre.

Mille pardons d'user d'une comparaison si lourdement prosaïque ; mais elle aidera peut-être à faire comprendre cette grande vérité qu'une école fran-

çaise s'est fondée, grâce à la liberté dont les théâtres ont joui de 1791 à 1807.

De la tourbe des opéras et surtout des opéras-comiques nés pendant cette période féconde, il est

comme vous verriez la Comédie Française prise d'assaut par la troupe légère des vaudevillistes si l'on s'avisait de supprimer les petits théâtres où ces messieurs agitent leurs grelots.

resté quelques œuvres caractéristiques, qui ont été les premiers chaînons du répertoire national continué jusqu'à nos jours, et non sans éclat.

Qui pourrait affirmer que Chérubini, Méhul, Lesueur, se fussent jamais révélés, si l'occasion matérielle de se produire ne leur avait été fournie par les événements ?

Autour de ces hommes forts se groupait une pléiade de compositeurs doués aussi d'assez de talent pour mériter de vivre au soleil de la célébrité. Ils s'appelaient : Della Maria, Champaigne, Solié, Tarchi, Devienne, Gresnick, Jadin, Steibelt, Plantade, Martini, Kreutzer, Lebrun, Foignot... Et si leurs noms sont aujourd'hui un peu oubliés de la foule, c'est que nous avons sur les bras des médiocrités par douzaines à pourvoir d'honneurs et de richesses.

Il y aurait encore profit sous notre troisième République à ouvrir de nombreux asiles à la production musicale. D'abord les compositeurs de talent y trouveraient leur gloire et leur pain ; puis le menu fretin des faiseurs d'ariettes ne viendrait plus harceler de ses sollicitations l'Opéra, l'Opéra-comique ou le Théâtre-Lyrique. Et c'est ce qui a lieu ; absolument

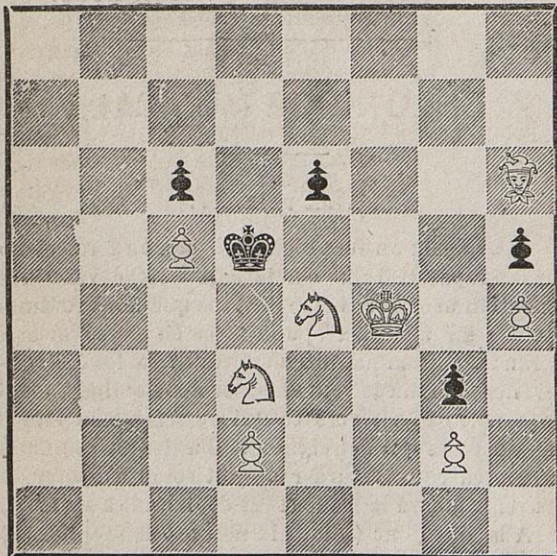


PARIS ASSIÉGÉ. — La quête pour les blessés au tombeau de Cavaignac le 2 novembre 1870.

ÉCHECS

PROBLÈME N° 353

COMPOSÉ PAR M. L. LANGLÉ, DE DENAIN



Les blancs font mat en cinq coups.

Solution du problème n° 351.

- 1. D 6 D
- 2. C 2 D, échec
- 3. F 3 C, échec et mat.
- 1. F pr. D (A)
- 2. R 4 D

(A)

- 1. F 3 TR, échec
- 2. ad libitum
- 3. F 3 FR ou C 5 FD, échec et mat.

P. JOURNOUD.

JOURNAL OFFICIEL

DES

GARDES NATIONALES DE FRANCE

(Recueil mensuel)

10 francs par an

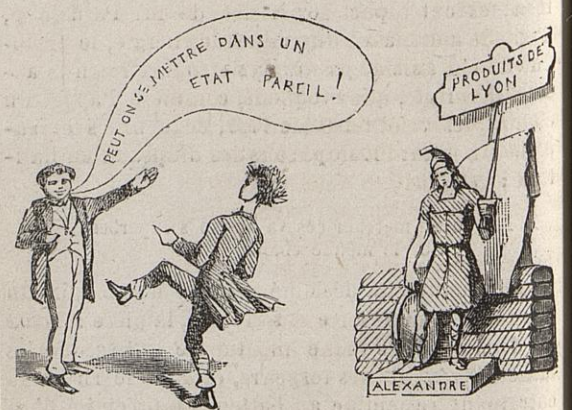
Administration : Librairie Lachaud, 4, place du Théâtre-Français, à Paris.

UN LIVRE INDISPENSABLE. — 50 centimes. *Petits éléments des Codes français*, par demandes et réponses, par J. PICOT, Docteur en droit, Avocat.

Envoyer le prix en timbres-poste, à l'administrateur du *Monde Illustré*, M. BOURDILLIAT. — 60 centimes pour recevoir franco dans toute la France et l'Algérie.

LE RÉPARATEUR A BASE DE QUINQUINA, rend progressivement aux cheveux et à la barbe leur couleur primitive. Envoi franco de la BROCHURE, 11, rue de Trévise, Paris.

RÉBUS



EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS

A qui se soucie malencontre vient.

PARIS. — IMPRIMERIE JANNIN, 13, QUAI VOLTAIRE